

BULLETIN FRANCOPHONE

Reclaim the fields



FEUILLE DE CHOU 4

AVRIL 2018 (PARUTION IRREGULIERE)

WATIZDICE ?

Vous avez devant les yeux le bulletin francophone de Reclaim The Fields (RTF) dans sa version 2018 qui fait suite aux rencontres francophones de novembre 2017.

Le bulletin a pour but de :

- Permettre aux étoiles de la constellation RTF de recevoir des informations et de rester en liens les un-e-s avec les autres
- Permettre aux personnes qui n'ont pas pu venir aux rencontres de savoir ce qui s'y est dit et passé
- Donner une première approche de ce qu'est RTF pour des gen-te-s qui ne connaissent pas
- Partager des informations et points de vue sur des grandes thématiques (agricoles, politiques)

Vous trouverez donc ici une rapide présentation de RTF et de Fourche et Champ libre, un résumé des rencontres francophones de novembre 2017 et des infos sur quelques luttes en cours, de quoi vous donner des nouvelles et envies de nous rejoindre !

D'ailleurs, pour nous rejoindre et nous contacter c'est ici :

contact@reclaimthefields.org

Pour plus d'informations sur la constellation RTF c'est ici :

www.reclaimthefields.org

Pour suivre une thématique qui vous intéresse en particulier, il existe des listes de diffusion et vous pouvez les consulter et vous inscrire ici :

reclaimthefields.org/maillinglists

Il existe un bulletin à échelle européenne qui paraît après chaque rencontre européenne et qui est disponible sur le site de RTF ou sur les infokiosques.

Et pour finir, un grand merci aux étoiles ayant participé à ce bulletin que ce soit en nous ayant envoyé des textes, images, infos..., en ayant répondu à nos multiples sollicitations et en nous ayant soutenu-e-s afin que vive ce bulletin !

Bon effeuillage de cette feuille de chou n°4 !

SOMMAIRE

Vous avez dit « Reclaim the fields » ? p.4

- Qui sommes nous ? p.4
- Et concrètement ? p.5
- Fourche et champ libre p.5
- Compte-rendu des Rencontres francophone Nov 2017 à BandofBande (73) p.7

Des étoiles qui s'organisent et qui luttent p.15

- Des nouvelles de Crète : des plantes sauvages contre l'industrialisation des modes de vie p.15
- Des nouvelles de la Caravane intergalactique p.17
- Depuis l'Amassada, appel à se défendre p.18
- Bure : Bilan de la répression un mois après l'expulsion p.20
- Roybon : Vigilance aux expulsions p.23
- Du côté de Nantes : Le jardin des ronces contre la métropolisation p.25
- ZAD de Notre-dame-des-landes, quel avenir ?

Partie 1 : Regards depuis la ZAD p.32

- Lettre aux comités (extraits) p.32
- Zad will survive (extraits) p.34
- Nous sommes seul-e-s légitimes à prendre en charge l'avenir de la ZAD p.36
- Défendre la ZAD dans toute sa diversité – Pour un avenir commun ! p.37
- Conseils de lecture p.39

Partie 2 : Regards depuis l'extérieur

- Petite BD p.40
- À Notre-dame-des-landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole p.42



- L'état élimine les agriculteurs ! Refusons les normes ! Evitons les balles ! p.46
- Une ferme libérée sur le plateau de Millevaches p.49
- Bibliothèque de la terre aux pavés p.50
- L'asso La Nacée entre la drôle et la misère p.50
- What's up à Bande et au Sreubistan ? p.50
- Que diriez vous d'une petite balade ? p.51

VOUS AVEZ DIT "RECLAIM THE FIELDS" ?

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des paysanNEs, des sans terre et des paysanNEs en devenir, ainsi que des personnes qui veulent retrouver le contrôle de la production alimentaire.

Nous appelons « paysanNE » quelqu'un-e qui produit de la nourriture à petite échelle, pour sa famille ou pour la communauté, et qui éventuellement en vend une partie. Nous incluons également les travailleurSEs agricoles.

Notre but est d'encourager les gens à rester ou à retourner en milieu rural. Nous promouvons la souveraineté alimentaire (définie dans la Déclaration de Nyeleni) et l'agriculture paysanne particulièrement auprès des jeunes et des citoyenNEs, ainsi que des modes de vie alternatifs. En Europe, le concept de « Souveraineté alimentaire » n'est pas très commun et peut être clarifié par des idées telles que « l'autonomie alimentaire » et le contrôle des systèmes d'alimentation par les communautés au sens large, et non pas seulement les nations ou états. Nous sommes déterminéEs à créer des alternatives au capitalisme au travers d'initiatives et de modes de production coopératifs, collectifs, autonomes, répondant à nos besoins et à petite échelle. Nous mettons nos idées en pratique et nous associons les actions locales aux luttes politiques globales.

Pour atteindre nos objectifs, nous mettons en place des actions et des groupes militants locaux, et nous collaborons avec les initiatives existantes. C'est la raison pour laquelle nous choisissons de n'être pas un groupe homogène, mais bien de nous ouvrir à la diversité des acteurs-actrices qui luttent contre le modèle de production alimentaire capitaliste. Nous mettons en avant les thèmes de l'accès à la terre, de l'agriculture collective et du droit aux semences. Nous renforçons notre impact en collaborant avec des activistes qui agissent sur d'autres thèmes mais partagent la même vision sociale.

Cependant, notre ouverture a ses limites. Nous sommes déterminéEs à reprendre le contrôle de nos vies et refusons toute forme d'autorita-

risme et de hiérarchie. Nous nous engageons à respecter la nature et les êtres vivants, mais nous ne tolérerons jamais aucune forme de discrimination, qu'elle soit basée sur la race, la religion, le genre, la nationalité, l'orientation sexuelle, le statut social ou l'âge. Nous refusons et nous opposons farouchement à toute forme d'exploitation des personnes. Avec la même force, nous agissons avec convivialité, faisant de la solidarité une pratique concrète de notre vie quotidienne.

Nous soutenons les luttes et visions de la Via Campesina, et travaillons pour les renforcer au niveau des jeunes européenNEs. Nous souhaitons partager les connaissances et l'expérience acquises au fil des années de militance et de vie paysanne, et les enrichir avec les perspectives de celles et ceux d'entre nous qui ne sont pas, ou pas encore, paysanNEs. Nous souffrons touTEs des conséquences des politiques et participons à la même lutte.



ET CONCRETEMENT ?

La participation et l'aide aux initiatives collectives

pour se réapproprier des terres et la production alimentaire :
occupation de friches agricoles, jardins collectifs en ville ou à la campagne,
installations de fermes collectives...:
le faire, en parler et donner envie de s'y lancer !

La participation aux luttes

contre les grands projets d'aménagement capitaliste du territoire

Des actions et soutien aux luttes paysannes d'ici et d'ailleurs.

Pour les semences et l'accès à la terre...
contre les OGM, l'accaparement des terres et les normes industrielles...

Des rencontres à l'échelle locale et à l'échelle européenne,

autour des questions qui nous intéressent : pourquoi des paysan.ne.s ?
Pourquoi autonomie alimentaire ? Comment coopérer ? Comment s'opposer ?
...autour d'échanges de pratiques et de savoirs-faire.

Un bulletin européenne

pour donner des nouvelles de la constellation

Un bulletin francophone (parution irrégulière)

pour donner des nouvelles de la constellation francophone

Un réseau de fermes de compagnonnage (Fourche et champ libre)

Partager et se former sur les pratiques agricoles et l'engagement politique.

FOURCHE ET CHAMP LIBRE

Le compagnonnage Fourche et Champ libre poursuit son petit bonhomme de chemin...

Ce réseau met en lien des paysan.e.s qui considèrent leurs pratiques agricoles comme un engagement politique et des personnes désireuses de se former dans cet état d'esprit. L'idée a germé en 2011-2012, et grandit au rythme tranquille des saisons, sans se presser, sans se lancer dans la croissance effrénée à laquelle notre société pourrait nous pousser. Au départ, il y avait des lieux motivés à accueillir, après il y a eu des personnes intéressées pour se former, et ensuite, on a enfin commencé à synchroniser tout ça, des personnes ont trouvé des lieux, de belles rencontres ont eu lieu.

De si belles rencontres qu'aujourd'hui, ce sont plusieurs des ancien.ne.s compagnon.e.s qui ont donné la motivation à d'autres de poursuivre cette expérience.

Le flambeau passe, les énergies se renouvellent, les lieux prêts à accueillir aussi...

N'hésitez pas à faire passer le mot !



RÉSEAU DE COMPAGNONNAGE AGRICOLE

FOURCHE ET CHAMP LIBRE



C'est quoi ? Comment ça marche ?

Ce réseau s'adresse à toute personne désirant se former à l'agriculture d'une manière alternative, qu'elle ait de l'expérience ou non. C'est un réseau de lieux expérimentant des modes de vie émancipateurs, basés sur l'agriculture paysanne.

Apprendre au travers de ce réseau c'est avant tout une rencontre et un échange avec des personnes résistant de par leurs modes de vie et leurs pratiques de lutte au modèle agro-industriel et au système capitaliste.

Si la rencontre est fructueuse, la forme et la durée du compagnonnage sont à définir entre les habitant.e.s d'un lieu et le.la compagnon.ne en fonction des attentes de chacun.e.

C'est un outil de réflexions et d'actions pour permettre et encourager l'installation paysanne (collectifs, associations de paysan.ne.s).

INFOS/CONTACTS

fourcheetchamplibre@reclaimthefields.org
www.reclaimthefields.org/fourcheetchamplibre

COMPTE-RENDU RENCONTRES FRANCOPHONES NOV 2017 A BANDOFBANDE (73)

Les rencontres francophones ont été chaleureusement accueillies par le collectif BandoFBande, en Chartreuse, du 10 au 12 novembre 2017. Une journée et demi de découverte et appropriation de la nébuleuse Reclaim the Fields, suivie d'une journée et demi de débats et ateliers thématiques. Vous trouverez dans ce bulletin des extraits du compte-rendu. L'ensemble du compte-rendu est accessible sur le crabgrass de RTF.

Déroulé des rencontres

Vendredi

- Présentations (individuelles, du week-end et du réseau RTF)
- Jeux pour faire connaissance
- Brainstorm : « luttes paysannes et contexte mondial : qu'est ce que ça vous évoque », mise en culture des communs
- Extrait du film sur la Via Campesina, pour savoir ce qui nous y lie
- Lecture et critique du « Qui sommes nous »,
- Mur des étoiles de la Nébuleuse/constellation RTF, complété collectivement au fil du WE
- Projections : « Les parasites : excès d'empathie » ; « Un pas de plus vers la lune »

Samedi

- Interviews mutuels : « qu'est-ce qui te relie à RTF ? »
- Discussion silencieuse : « pour qui, pourquoi, comment produire ? »
- Présentation du fonctionnement et des outils RTF
- Visite de la ferme de Band Of Bande
- Atelier : Autonomie(s), qu'est que ça signifie pour nous ?
- Atelier : Fourche et Champ Libre, état des lieux et perspectives
- Présentations de projets et luttes locales : Les lentillères, Zad de Roybon, l'Amassada, Bure
- Projection de « les bois noirs » sur la gestion de la forêt en Limousin

Dimanche

- Atelier : acquisition collective de foncier agricole
- Atelier : Organisation de la journée de luttes paysannes en Sud Est.
- Bilan à chaud et rivière du doute sur l'ambiance, contenu, logistique, etc
- Bilan de fonctionnement et état du réseau
- Retour rapide sur les ateliers du WE
- Discussion non mixte meufs : ça veut dire quoi être une meuf dans le monde paysan ? quel intérêt d'un groupe non-mixte au sein de RtF ?
- Atelier : présentation des outils informatiques
- Atelier : Groupe bulletin : qu'en fait-on, pourquoi ? Qui serait intéresséEs
- Atelier : production, troc, vente de semence au sein et autour de la constellation
- Atelier : Organiser/prévoir les prochaines rencontres francophones
- Rangement collectif, bonne bouffe, soirée jeux, lecture et autodéfense numérique



Brainstorm : « luttes paysannes et contexte mondial : qu'est ce que ça vous évoque », mise en culture des communs

On s'est retrouvéEs pour échanger autour des luttes paysannes. On a parlé un moment autour de ce sujet, beaucoup de choses sont sorties et ont pris la forme d'un brainstorming. Ici nous ne re-transcrivons pas ce brainstorming qui n'est pas très lisible mais donnons quelques pistes et grandes lignes de ce qui a été abordés.

Qui ?	Pour / Contre quoi ?	Contre qui ?
Collectifs anti-puçage, Faut pas pucer, No Puçaran, Atelier paysan, Ecran total	Contre le puçage RFID	Traçabilité, fichage Dépossession de nos moyens de production et de subsistance par la technologie Agriculture industrielle Fabricants de puces
Collectif Hors-norme, Syndicat des Simples	Les normes, les contrôles	l'Administration la PAC ASP-DDPP Le lobbying des pharmaciens (monopole sur les PPAM)
Réseau Semences Paysannes, Solidarity Seeds	Contre le monopole industriel et le brevetage du vivant	le catalogue officiel des semences (GIEC, UPOV), les gros semenciers, la grande distribution
	Accès à la terre	SAFER dirigé par le syndicat majoritaire), l'état
	Sauvegarde des terres agricoles	Vinci, l'état, pierre & vacances, grandes distributions
	Marchandisation de l'eau	Suez – Veolia – Lyonnaise des eaux

Débat : « Pour qui, pour quoi, pourquoi et comment produire ? »

Forme : 3 affiches posées sur le sol, une par thème, qu'on remplit collectivement, et en silence ! On a noté ici les principaux éléments qui ressortent de cet échange écrit. Pardon à ce qu'on a snobé, il a fallu choisir.

Pour qui produire ?

- Pour nous mêmes, afin de garder une autonomie.
- Pour cellleux qui luttent, par solidarité
- Pour tout le monde : sans distinction, donner accès à une alimentation saine.
- Pour ceux qui ont faim, qui n'ont pas les moyens
- Pour ceux qui soutiennent la terre. La terre appartient à ceux qui la cultivent.
- D'abord pour les groupes, gens, collectifs, avec qui je veux nourrir de l'échange, de lien, du soutien.
- Pour les gens qui nous entourent et vivent avec nous sur le même territoire
- Pas pour ceux qui veulent faire uniquement du profit sur la nourriture
- Après avoir accueilli des groupes de « classes sociales » très différentes, on se demande : faut-il produire de manière identique pour tout le monde, ou en mode Robin Hood ? suivi d'un débat sur

Pour quoi ? pourquoi produire ?

- Pour créer un autre outil d'échange, sortir du système d'échange monétaire
- Pour la liberté et l'autonomie (écrit pas mal de fois), pour la santé, la nature et celle de la terre
- Pour faire du lien entre la terre et les humains.
- Pour prendre conscience d'où vient ce qui nous nourrit, reconstruire de notre alimentation
- Pour nous sentir vivantes, en relation avec les saisons, moins isolées, faire partie de quelque chose
- Pour participer à la création/ sauvegarde des écosystèmes naturels.
- Pour se réapproprier les savoirs et savoirs-faire, s'émanciper
- Pour nourrir nous-mêmes, les luttes (ex : fournir les ZAD, et vice versa, ça produit aussi sur zone), Pour nourrir les animaux qui vivent dans le même écosystème que nous / oui mais les rats taupiers, limaces, doryphores ?
- Si abondance de production : nourrir les populations locales, à travers des coopératives intégrales à prix solidaires.
- Parce que je kiffe passer des heures à regarder mes brebis ruminer
- Parce qu'il ne faut pas attendre des autres qu'ils fassent les choses pour nous.
- On peut aussi produire des matériaux pour construire, s'habiller, produire de l'énergie, des plantes pour se soigner
- Pour ne pas donner des tunes aux actionnaires
- Parce que ça exige d'être dans une temporalité plus lente, proche, réaliste. C'est parfois méditatif, poétique, inspirant et beau.

Comment produire ?

- Avec le sourire
- Sans mentir, en restant humble
- Dans la complémentarité des productions
- A plusieurs, en collectif
- En partageant les espaces et les moyens de production (plusieurs fois)
- Sans consommer du matos agricole issu de l'industrie
- En traction animale, de manière mécanisée, avec une grelinette
- En reprenant la maîtrise de la création de nos outils (atelier paysan)
- En pissant sur mes salades, ça fait pas fuir les pucerons mais ça soulage la vessie
- Avec une réflexion permanente sur nos autonomies
- En permaculture, en observant comment tout entre en relation (lieu, espèces, sols)
- En ralentissant le rythme, apprenant la persévérance
- En clôturant les animaux ou les jardins ?
- En laissant place à l'expérimentation (commentaire très apprécié)
- Sans se tuer à la tâche si possible
- A une échelle assez réduite pour ne pas s'épuiser
- Sans tomber dans le productivisme et reproduire les travers d'un système qu'on dénonce
- Chacune à sa manière
- Pas toujours besoin de tout faire : glaner, récupérer, transformer
- Et la propriété du sol dans tout ça ? Si on remet en question la propriété privée, faudra-t-il de la violence pour défendre ces bouts de terre ? Au profit des plus guerrières ?

Il s'est dit que ces supports constituent une bonne base de débat, mais au regard du déroulé prévu, ça en est resté là. Reste à le mener !



Relations et interrelations avec les autres organisations et personnes hors réseau

« RtF m'aide à penser ce que je pense » Bande 11.2017

Retour historique

RtF est issu de la Via Campesina (VC) mais c'est rapidement scindé de cette organisation tout en continuant à soutenir les visions de la VC. Le fonctionnement syndical de VC ne correspondait pas au fonctionnement horizontal de RTF.

RtF a été invité et à participer lors de manifestation d'autres organisation (Collectif pour une agroécologie paysanne en 2014, rencontres de Nature & Progrès en 2015 et 2016, festival Batotopie 2017, réunion de collectif locaux d'opposants à un projet d'urbanisation, etc). RTF a aussi irrigué des luttes (NDDL, Avignon...)

Sur les liens des personnes présentes avec d'autres organisations

Plusieurs personnes ont rencontrés des AD-DEAR ou y sont investies. Bon retour sur ces associations qui peuvent jouer un rôle important dans l'accompagnement, formation des agricultrices notamment à l'installation.

Concernant la Conf, des personnes y ont travaillé, retour critique sur ce syndicat (stratégie politique du lobbying, déconnexion avec la base militante...). Il existe aussi des liens ponctuels avec des Confs départementales. D'où une différenciation à faire entre le bureau national, les Conf départementales et la base militante).

Autres organisations avec lequel il y a eu des contacts : café paysan Grenoble (débat et communications sur les questions agricoles), café paysan dans le Royan et dans les Chambarans (journées d'entraide et temps d'échanges), Ecran total, Comité d'Action Juridique...

Discussion

Une volonté d'avoir des liens avec d'autres organisations dans une vision stratégique mais aussi dans une vision de mutualisation des outils existants (éviter de s'isoler sur des thématiques en réinventant des outils qui existent déjà dès lors qu'ils n'apportent pas une réelle nouveauté ou qu'ils sont trop difficiles à mettre en place). Par exemple dans le cas de Fourche et Champ Libre, le processus de création du réseau de compagnonnage a pris soin de questionner le woofing et d'inviter le réseau REPAS à échanger sur son

compagnonnage avant de prendre note d'une pertinence réelle à créer ce nouveau réseau. Les liens doivent aussi se faire au niveau des agricultrices, qu'ils soient militant.e.s ou pas dans une optique de partage et d'écoute sur les problématiques rencontrées par ces personnes.

Quel intérêt y a-t-il de porter une parole collective ?

Le discours politique et les valeurs dans RtF ne sont pas ou peu présentes dans les autres organisations agricoles. D'où l'intérêt de faire porter cette voix dont le socle est le 'Qui sommes nous.' Pour porter une parole collective il faut d'abord la volonté de le faire puis de trouver le fonctionnement qui correspond au réseau.

Il y a une importance à répondre et à être présent lorsque RTF est sollicité.

Le propos n'est pas de contractualiser des relations avec des organisations mais plutôt de **réussir à communiquer avec**.

Or on remarque **deux freins** :

- **L'absence de représentation au sein de RTF** avec pour effet de créer un défaut de visibilité du réseau et un manque de légitimité des personnes à parler du réseau. RtF ne visible pas son nom, or il s'agit bien d'une entité avec la volonté de porter une parole collective. La solution a été trouvée puisqu'il est possible de parler en son nom de RTF. C'est donc une prise de parole venant de celle qui parle et qui engage que cette personne avec la prétention de porter cette parole collective. Par exemple la publication des articles dans les bulletins ne représente pas RtF est n'engage que son auteur en permettant de faire vivre des idées et positions contradictoires nourrissant le débat. De cette manière les bulletins RtF tendent à montrer le réseau dans sa diversité. Ce type de fonctionnement horizontal n'est pas reconnu par les autres organisations qui utilisent la représentation pour communiquer et s'organiser. Il peut donc être difficile de s'organiser avec des structures qui ont un fonctionnement trop différent. D'où l'importance de clairement expliquer cette position et ce choix de fonctionnement lorsqu'il y a sollicitation.

- **Le refus de se mouiller avec**. Parfois le fonctionnement des organisations et/ou des personnes nous rebute car il ne correspond pas à nos attentes, à nos codes, à nos valeurs, à nos stratégies politiques. Or les refus dogmatiques ne permettent pas d'élaborer une stratégie politique.

Proposition

Deux personnes proposent d'accumuler, centraliser, créer des outils et ressources venant du réseau permettant d'aider la communication avec d'autres organisations notamment lorsque le réseau est sollicité. L'idée est de renforcer la légitimité des étoiles à intervenir et à présenter RTF, de faire comprendre le fonctionnement représentatif aux autres organisations, et de s'intéresser aux outils développer par la commission formation pour élaborer un module de moins de 2h pour présenter RTF.



Acquisition et usage collectif du foncier agricole : questions juridiques

Qu'est-ce que la propriété ?

Une des bases de la répartition du foncier : avec le principe de la « propriété privée ».

Propriété privée reconnue par le monopole des notaires (monopole car seul-e-s elleux possède une partie des informations juridique de l'État).

C'est à l'acquéreur d'informer le changement de propriété de cadastre (cadastre : base juridique (pour SAFER, PAC,...))

Il existe aussi la propriété publique.

Avantages de la propriété privée	Inconvénients de la propriété privée
- pérennise de projet - pas de droit de regard (c'est aussi un inconvénient) => propriété est protégée de l'accaparement, à une pérennité	- accumulation des Terres - déséquilibre si une personne possède mais que plusieurs y travaillent - continue à payer des taxes à l'État - héritage obligatoire (dur de déshériter) => accumulation à travers la propriété possible et donc déséquilibre entre travailleuses et propriétaires. En plus on peut tirer un revenu de sa propriété sans rien faire.

Etat exerce un contrôle permanent à travers les impôts, la succession, la construction, la limitation de la ppte (ex : urbanisme) => on est obligé d'y passer un moment où un autre.

Quand donne-t-on de l'argent à l'état ?

- à l'achat
- tous les ans (taxe foncières)
- à la succession
- quand on veut donner à qq autre que la famille (ce qui amène à des montages juridiques pour y échapper).
- sur la plus-value

resistance

Quelles relations entre les gens ?

Problème de hiérarchie

Relation contractuelle déséquilibrée entre propriétaires et travailleuses, entre les propriétaires si pas le même capital. => Il existe des contrats pour rééquilibrer comme les baux ruraux

Qui est propriétaire ?

-personne physique

-personne morale = fiction juridique (asso, société, scop,... « société de fait »). A les mêmes droits qu'une personne physique

Les associés possèdent les parts et la société possède les biens. Le C.A va avoir un pouvoir plus ou moins étendu selon les statuts pour décider.

L'associé-e a un droit sur ses parts : iel a le droit de « bénéficier de ses bénéfices », iel peut les revendre ou les transmettre à ses enfants.

Ainsi les statuts **sont supers importants : on se base sur eux pour trancher un litige.**

Il est possible de faire des clauses abusives : on peut faire les statuts, les clauses pour décourager / éviter aux gens de retirer leurs argents.

Les types de contrats qui lient travailleuse(s) et propriétaire(s)

Ce sont les baux qui lient travailleuse et propriétaire.

- bail emphytéotique : 18 à 99 ans.

Pour le casser : si la travailleuse meurt ou dégrade le lieu.

Bail qui protège le plus

C'est à la travailleuse de faire les travaux et payer la taxe foncière

Le loyer est souvent modique

On peut céder le bail à des copains : il y a des contrats principaux et secondaire.

- bail rural : 9 ans

il existe un encadrement du prix (prix minima et maxima)

Possibilité à la fermier-e de racheter les Terres si elles sont mises à la vente (c'est le droit de préemption)

Le propriétaire ne peut pas vendre sauf si la fermier-e ne veut pas acheter et les acheteuses doivent respecter la durée du bail.

Il existe des statuts types départementaux de fermage.

- bail à long terme : 12, 25 ans ou pour toute la carrière

Ils se renouvellent quoi qu'il arrive, la propriétaire peut récupérer qu'avec un vrai motif (exploitation personnelle, mauvaise gestion,...)

Doit alors prévenir au moins 18 mois avant.

- bail location-achat : prix non encadré

tu payes tous les mois et à la fin, si ce que tu as payé correspond au prix de vente alors c'est à toi. Si tu ne veux plus acheter la propriétaire doit te rembourser ce que tu as payé de plus que les loyers.

- commoda : précarité et gratuité

On te vire sans motif sous condition d'un délai raisonnable.

- bail commercial : cessible

Pas eu le temps de plus s'attarder dessus

- bail d'habitation : manque de temps pour en parler

- bail pluri-annuelle de pâturage : idem

Quelles sont les formes de propriétés ?

• GFA (Groupement de Foncier Agricole) mutuel : achat collectif et mise en commun pour louer à u/des fermier-e(s), ex récent : GFA la Tontinette dans l'Arrière.

• GFA exploitant : GFA à l'usage et statuts d'exploitation

• GFA familial : achat collectif familial pour exploitation familiale

Les GFA sont des sociétés civiles (comme des SCI mais pour l'agriculture) et fonctionnent avec des « parts sociales ».

• individuelle : pas eu le temps de rentrer dans les détails

• fondation : idem

• fond de dotation : idem

• association de loi 1901 : attention les dons sont taxés à 66 %, il faut faire des montages juridiques ou autres petits contournements pour contourner cette loi. Pas vrai pour le droit local l'Alsace-Moselle.

On peut faire des apports et auquel cas l'apporteuse doit avoir un privilège (place décisionnelle ou autre), pour le différencier des dons.

• SCI : société civile mobilière : société civile (peut-être collective) pour autre qu'agricole.

indivision : pas eu le temps

• S.A : idem

• S.A.C : idem

Quels sont les formes juridiques d'usage collectif de la terre agricole ?

• GAEC : groupement agricole exploitation en commun

On peut avoir plein d'aides avec ce statut (PAC)

• EARL : pas le temps

• SCEA : pas le temps

• exploitation individuelle : à titre principale, ou cotisant solidaire

• association : pas le temps

• SCOP : pas le temps

• SEARL : pas le temps

CONCLUSIONS

Il existe plein de statuts différents, il faut choisir le bon selon ses buts et faire TRES ATTENTION AUX STATUTS DES LE DEBUT !

Peu de copaines connaissent tout ça et ça intéresse beaucoup de monde

On a manqué de temps car le sujet est très vaste mais très intéressant. A renouveler ?

Pour compléter (et aller plus loin...)

- Beaucoup de doc d'autoformation sur le crabgrass

- Compte-rendu sur les rencontres du foin levé (rencontre sur les transmissions de ferme)

Allez sur le site de RtF > bulletins spéciaux > rencontres du foin levé

- La très chouette brochure « Savez-vous planter les choux ? »

Allez sur internet et cherchez soi-même... (je n'ai pas internet pour compléter ma mémoire)



Echos du temps en non-mixité meufs

Après quelques contorsions de planning, on a finalement réussi à caser un moment de discussion en non-mixité pendant ces 3 jours de rencontres(1). On a fait ça sur un temps de repas. Il n'y avait pas vraiment de sujet prévu à l'avance, mais plutôt l'envie de faire un point d'où on en est chacune par chez nous pour lutter contre le sexisme, s'échanger des infos et des pistes. Il y a eu à plusieurs occasions des temps de discussions pendant des rencontres RtF, qui ont souvent servi à raconter et rendre visible le sexisme dans les contextes agricoles(2), mais on parle rarement de comment s'organiser contre, et ça nous manque peut être.

Pour cette fois, ça a été un moment plutôt chouette, parfois chargé émotionnellement, d'échanges autour de situations vécues, de coups de gueules, et d'envies de faire des choses ensemble. Une copine a parlé du lancement prochain de discussions autour de ces questions au sein d'association de berger(e?), on a évoqué des réseaux de charpentières qui font des chantiers en non-mixité et ce qui nous a donné envie d'imaginer des chantiers agricoles sur ce modèle, ou de s'inviter à des chantiers non-agricoles sur nos lieux en non-mixité, on a parlé d'une Bd en cours de dessinage sur ces questions portées par des copines qui ont travaillé dessus depuis pas mal de temps, on s'est demandé s'il fallait une liste d'infos non-mixtes au sein de RtF francophone, et puis on s'est dit qu'on voulait que ces dynamiques soient visibles. On a aussi rapidement évoqué la question de la non-mixité dont on parlait et qu'il était important de la définir : ça nous semblait qu'il y a de l'intérêt à avoir des temps en non-mixité meufs, qui ne soit pas des moments de non-mixité «tout le monde sauf les mecs hétéros cis», qui sont aussi importants mais ne répondent pas forcément aux mêmes problématiques(3).

Pour finir, on ne s'est pas donné de suites immédiates concrètes mais on s'est dit que :

- on ferait circuler sur francegroup les invitations à des chantiers non-mixtes chez les unes et les autres ou ailleurs, et qu'on gardait l'idée en tête de pouvoir organiser des chantiers comme ça chez nous
- on pourrait se retrouver autour d'une relecture de la Bd avant sa sortie, pour en discuter et discuter des sujets qui y sont abordés,
- un jour ou l'autre, on pourrait se retrouver autour de ces questions de genre et sexisme en milieu agricole avec l'idée d'en produire quelque chose (théâtre, ou autre)
- c'était chouette d'avoir des temps comme ça pendant les rencontres, et qu'il fallait les renouveler !

(1) ce qui pose un peu question sur la place qu'on veut accorder à ces questions, qu'on a essayé de caler sans que les autres discussions ne soient affectées, peut être que la prochaine fois, on pourrait inclure d'office ce temps dans un planning sur un temps fait pour ça (et qui pourrait se faire en parallèle d'une discussion non-mixte mecs sur comment lutter contre le sexisme dans le contexte agricole depuis la position de mecs, s'il y avait de la motive pour lancer ça...)

(2) aux rencontres de Vosnière, il y avait eu un chouette atelier d'écriture autour de situation rencontrée, qu'on s'échangeait ensuite pour imaginer comment la situation aurait pu se passer autrement en réagissant différemment aux marques de sexisme.

(3) à priori, la question ne s'est pas trop posée lors de ces rencontres, où la non-mixité a de fait été une non-mixité de meufs... où sont les LGBT dans ce mouvement ?

**Collection de peintures à vendre
pour financer les prochaines
rencontres.**

**Contact :
aquarellesdebande@riseup.net**



DES ÉTOILES QUI S'ORGANISENT ET QUI LUTTENT

DES NOUVELLES DE CRETE : DES PLANTES SAUVAGES CONTRE L'INDUSTRIALISATION DES MODES DE VIE

Sur l'île de Crète, ce ne sont pas les luttes qui manquent. Aux luttes contre les parcs éoliens industriels et contre les extensions d'aéroport, viennent s'ajouter le lot quotidien de combats propres à la crise : lutte pour la préservation des terres agricoles, lutte pour la dignité, lutte pour la survie, lutte pour un avenir un peu moins pourri. Lutter peut prendre tant de formes différentes, n'en déplaise à ceux qui veulent voir en Grèce une révolution des villes, à base de barricades et de poubelles en feu, une révolution qui n'a jamais eu lieu. Les racines de ces luttes sont multiples, et nous avons décidé d'en suivre une : la récolte et la transformation des plantes sauvages comestibles, que l'on appelle en grec *horta*. Cette quête s'est incarnée en un film : Mauvaises Herbes.

La crise du capitalisme en Grèce continue de plonger dans une sombre détresse une immense partie de la population. Les médias d'Europe de l'Ouest s'en sont lassés, et les combats contre l'austérité se sont essouffés, rattrapés par des besoins plus primaires de survie. Les combats ont également mutés, et se sont resserrés sur des initiatives plus locales, voire familiales ou individuelles. La récolte et la transformation des plantes sauvages continuent de rassembler dans les familles, dans les groupes d'am.e.s, dans les villages, dans les champs, les cuisines, et autour de la table. Elles sont la marque de ce lien social qui perdure, de cette hospitalité et de cette générosité hors de tout lien marchand et capitaliste.

Les *horta* une forme de lutte pleine de sens

A mi-chemin entre toutes ces dynamiques, nous avons rencontré des ami.e.s paysan.ne.s, parfaitement conscient.e.s de l'état actuel de

la société, parfaitement conscient.e.s des ravages du capitalisme et de l'industrialisation galopante de l'agriculture, et qui ont décidé de préserver une agriculture paysanne et les modes de vie ruraux qui vont avec.

La récolte des plantes sauvages fait partie intégrante de la culture crétoise. La Crète a été extrêmement pauvre et s'est très peu développée économiquement jusque dans les années 1980. L'économie y était paysanne, dans tous les sens du terme. Toutes les ressources étaient valorisées, et les myriades de plantes qui poussent dès que reviennent les premières pluies étaient la base de l'alimentation. Une ami.e nous a expliqué que « pendant la guerre, les crétois.e.s n'avaient que des *horta* et de l'huile. Les jours de fête, il y avait aussi de la farine ». Alors ces plantes ont toujours été ramassées et cuisinées à l'aide d'une variété incroyable de recettes. Ce sont des légumes à part entière, des légumes gratuits, qui ne nécessitent pas d'avoir sa propre terre. Les *horta* sont une ressource d'autonomie alimentaire inestimable, hier comme aujourd'hui.

Un des forts enjeux que nous avons pu constater lors du tournage du film, est la notion de partage. Ramasser, nettoyer, laver, cuisiner des *horta* est un travail long, minutieux et parfois fastidieux. Ce travail est sublimé par le partage de ses fruits, offrir des beignets, des tartes ou des ragoûts de plantes sauvages (sans oublier le petit verre de *raki* qui l'accompagne) aux visiteuses, ami.e.s de passage, c'est leur faire honneur. C'est aussi une surprise à chaque fois, car les mélanges de *horta*, souvent plus de 60 plantes différentes, diffèrent par la main qui les a cueillies, son humeur, les terrains qu'elle explore, la saison, la météo, et tant d'autres facteurs.

resistance is life



Les horta doublement menacées

Toutefois, ces pratiques encore bien vivantes se trouvent aujourd'hui face à deux dangers principaux : l'industrialisation galopante de l'agriculture et la rupture des processus de transmission.

La Crète est une île extrêmement montagneuse. Les parcelles sont petites et sur des pentes et le remembrement n'y est donc pas aisé. De plus, malgré l'exode rural massif dans les années 1980 et 1990, beaucoup de ceux qui sont parti en ville ont conservé des petites parcelles ici ou là. L'agriculture de montagne sur des terrains morcelés tend donc à freiner considérablement le développement de l'agriculture industrielle, ce qui permet aux pratiques autour des *horta* de se préserver.

Mais la tendance s'inverse dangereusement. Les aides massives de la PAC pour la plantation d'oliviers et d'agrumes ont encouragé l'arrachage de parcelles de vergé diversifiées au profit de ces nouvelles monocultures, et des pratiques phytosanitaires qui les accompagnent. La biodiversité sauvage s'en ressent gravement. De plus, la tendance à vouloir mettre à nu les sols a laissé la place à de nouvelles variétés envahissantes qui empêchent le développement d'une flore équilibrée et diversifiée. Enfin, la course à la productivité s'est accrue avec la crise, et a amené son lot de pratiques agricoles nuisibles à la santé des sols, des plantes et de la biodiversité : plantation

de nouvelles variétés d'oliviers non endogènes, surpâturage, épandages massifs d'engrais, d'herbicides et de pesticides, etc.

Vient également se poser la question de la perte des savoirs et des savoirs faire. Les jeunes aujourd'hui en Crète, presque sans exception, ne connaissent rien aux plantes sauvages, elles ne savent ni les cueillir, ni les cuisiner. Elles les apprécient quand elles leur sont servies à table, mais n'en savent rien elles-mêmes. En seulement une à deux générations, ce savoir a cessé d'être transmis. Si un grand nombre de personnes cueillent, vendent et cuisinent encore ces plantes, qu'en sera-t-il dans quelques années ? Le film est aussi un hommage à ceux qui, non content.e.s de faire vivre cette pratique, tentent de la transmettre, avec générosité et engagement.

Diffusons Mauvaises Herbes !

Le film documentaire Mauvaises Herbes ne demande qu'à vivre et à être vu. Nous nous déplaçons plus que volontiers pour le présenter, parler de plantes, de la crise, des luttes. Vous pouvez trouver toutes les informations sur le blog : mauvaisesherbess.over-blog.com ou par mail mauvaisesherbess@riseup.net

DES NOUVELLES DE LA CARAVANE INTERGALACTIQUE

Bien le bonjour à tous et à toutes !

Après de longs mois de silence radio, voici une missive qui tente de résumer notre situation, dans l'idée de laisser moins flou l'idée que certainEs se font de notre petit réseau nomade. Ca doit être assez clair pour celles et ceux qui nous côtoient de temps en temps, la dynamique n'est plus la même ! D'où l'absence de nouvelles, comme à cette période où nous organisons des événements, où un groupe voyageait en permanence de lieu en lieu, etc, etc.

La caravane intergalactique existe-t-elle encore ? Bonne question, tout le monde se le demande. Il n'y a jamais eu de fin claire ou de dissolution (ouuuuh le gros mot!), en tout cas ! Certes, des initiatives individuelles et petits collectifs en ont émané, nous continuons à nous côtoyer régulièrement sur les routes ou sur ces fameux lieux amis, nous rêvons toujours de voyages et de caravanes. Mais beaucoup de choses ont bougé.

Les situations personnelles évoluent et la plupart d'entre nous ne se réfèrent plus à «la caravane» pour leurs activités et/ou comme collectif de vie. Beaucoup se sont fatigué.e.s de la route et de ses aléas, de devoir concilier entre humain.e.s nomades, du manque de moyens et de clarté, entre autres... Tout devient donc informel et très disparate. Nous n'avons plus de réflexions collectives par rapport au nomadisme et son potentiel politique et social, l'inclusion de nouvelles personnes n'est plus, ni la communication de nos actions et constructions collectives, par exemple.

Cette situation est devenu la normalité. Il en faudrait cependant peu pour relancer une dynamique et les actions concrètes ! Beaucoup d'entre nous sont toujours très mobiles et motivé.e.s pour donner une continuité à la ca-

ravane. Sûrement sous une autre forme ! Par rapport aux collectifs ou petits groupes: L'orchestre intergalactique est en pause prolongée depuis mai, les paysan.ne.s nomades dispersé.e.s depuis fin octobre, le groupe anti-rep inactif depuis..?, le fou Rapin tourne au ralenti pour l'hiver, ... Les artisan.ne.s finissent leur sessions riches en couture. La neb (notre bibliothèque mobile) est maintenant basée entre la Haute-Vienne et le Tarn, jusqu'au printemps (ou plus si affinités). Il y a eu l'idée de faire un rassemblement cet automne, mais aucune date ni de lieu n'est sortie, et la dispersion est restée en place. Il y a du monde partout, de l'Andalousie au nord de la France... En passant par l'Egypte et l'Italie, et bien sûr par les abords de la D999. Et on se croise et se recroise, sur des lieux amis ou au hasard des routes, et nos affaires et passagers changent de véhicule comme de juste. Les habitudes sont ancrées, et nous conviennent assez pour ne pas les perdre. Pas trop vite en tout cas.

Une masse considérable d'énergie a été mise en branle, nous avons tendance à l'oublier. Nous avons expérimenté durant plusieurs années la vie nomade et collective à notre façon, ce serait triste de ne pas au moins transmettre cette histoire. Beaucoup de matériel collectif -plus ou moins- fonctionnel est en attente d'utilisation et d'entretien. Plusieurs personnes ou petits groupes se sentent en sous-nombre et aimeraient agrandir leurs effectifs !

Pour l'instant, c'est l'hiver et il fait froid, très froid. N'hésitez pas à nous contacter pour mieux comprendre la situation et/ou s'arranger pour se voir à l'occasion autour d'un poêle. Peut-être que ces prochains mois feront germer de nouvelles perspectives ?

Que du bon et du chaud, ami.e.s de la caravane, à très vite !



resistance is fetti

DEPUIS L'AMASSADA, APPEL A SE DEFENDRE

Depuis l'Amassada nous lançons un appel. Depuis ce hameau fait de palettes, de tôles, d'argile, de bois de charpente, de ballots de paille, ancré là, défiant les lignes THT et leur réseau glacial. Nous sommes enraciné-e-s ici. Construisant toujours plus de liens avec les autres luttes territoriales. Comme à la ZAD, comme à Bure, comme à Roybon, comme au sein d'autres contrées en lutte, nous avons fait le pari de bâtir, le pari d'HABITER. D'habiter ces lieux, précisément contre le bétonnage que RTE leur réserve. Préférant y travailler nos techniques que de se plier à leur plan. Préférant mélanger le torchis pour nos cabanes que de nous aplatir devant l'horreur métallique de leurs infrastructures.

Nous sommes un mouvement hétéroclite composé d'habitant-es de Saint-Victor, du Sud-Aveyron et d'ailleurs, des membres de Plateau Survolté, des paysan-nes, des opposant-es aux éoliennes industrielles, tou·tes soucieux·ses, de faire vivre ce territoire, comme ce territoire nous fait vivre. Nous nous sommes rassemblé-es ici pour porter le fer directement contre ce projet de zone industrielle de l'électricité, en scandant toujours : « Ni ici, ni ailleurs ». Nous sommes des habitant-es du territoire et non ses « occupant-es ». Nous défendons les terres sur lesquelles nous vivons, nous sommes contre le mégatransformateur et les centrales d'aérogénérateurs industriels que seuls les politiciens et promoteurs mafieux désirent. Pour soi disant « sauver la planète », sous couvert d'économie verte, ils veulent bâtir de vastes zones industrielles de l'énergie.

Ils ont des projets pour faire du fric sur ce territoire, nous avons des désirs pour y vivre ensemble. Ils ont la loi pour les imposer, nous avons notre détermination, et la force d'être ensemble pour leur résister.

L'enquête publique, mascarade démocratique s'il en est, s'est achevée à l'automne dernier. Nous ne sommes pas dupes, sans attendre la déclaration d'utilité publique (DUPerie), des suites que le pouvoir compte donner à celle-ci :

EXPROPRIATIONS, EXPULSIONS ET BULLDOZERS.

Face à l'imminence de leurs menaces, nous lançons dès à présent un appel à rejoindre la Plaine pour prolonger et renforcer la résistance qui s'y organise.

Appel à des actions de résistance depuis vos lieux de vie dès à présent.

Par ailleurs si la menace se réalise (travaux, expulsions, répressions, expropriations) nous appelons à la constitution de comités de soutien afin de réaliser un maximum de pression par divers blocages, grains de sable mis dans les rouages des institutions politiques et des entreprises concernées par ce projet.

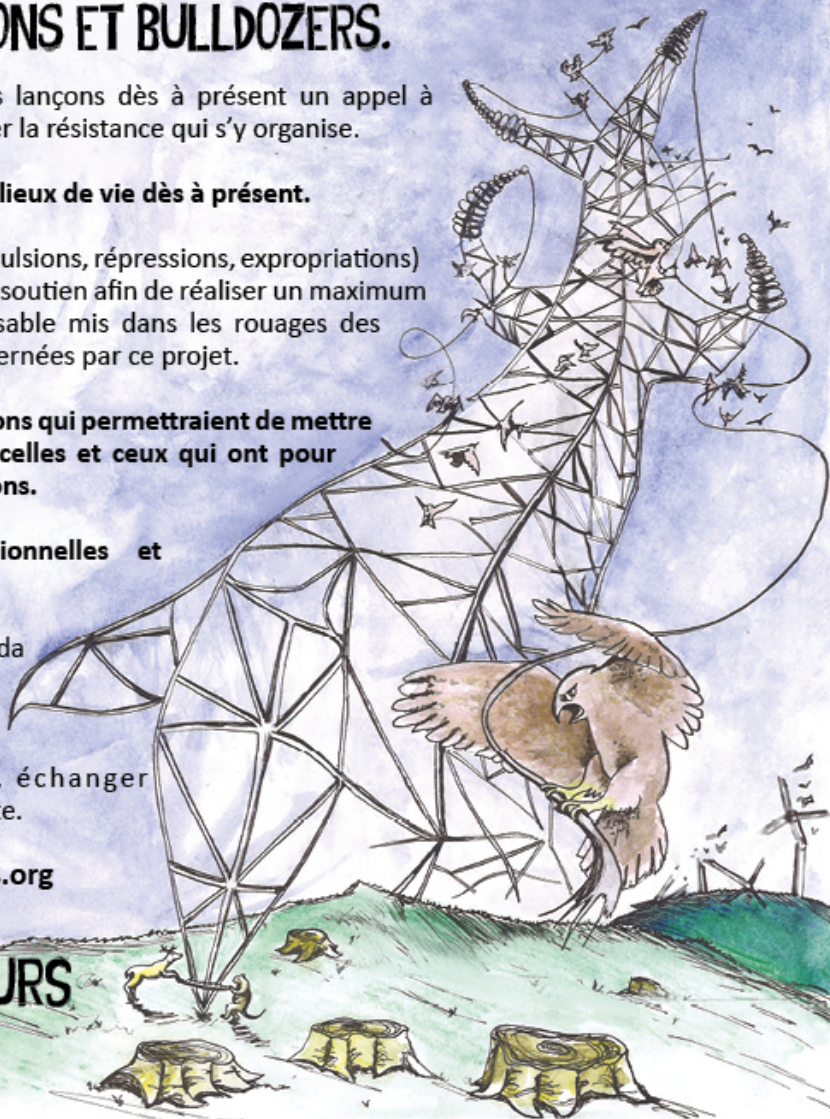
Appel à laisser libre cours à toutes les inventions qui permettraient de mettre un maximum de bâtons dans les roues de celles et ceux qui ont pour volonté de détruire les vies là où nous habitons.

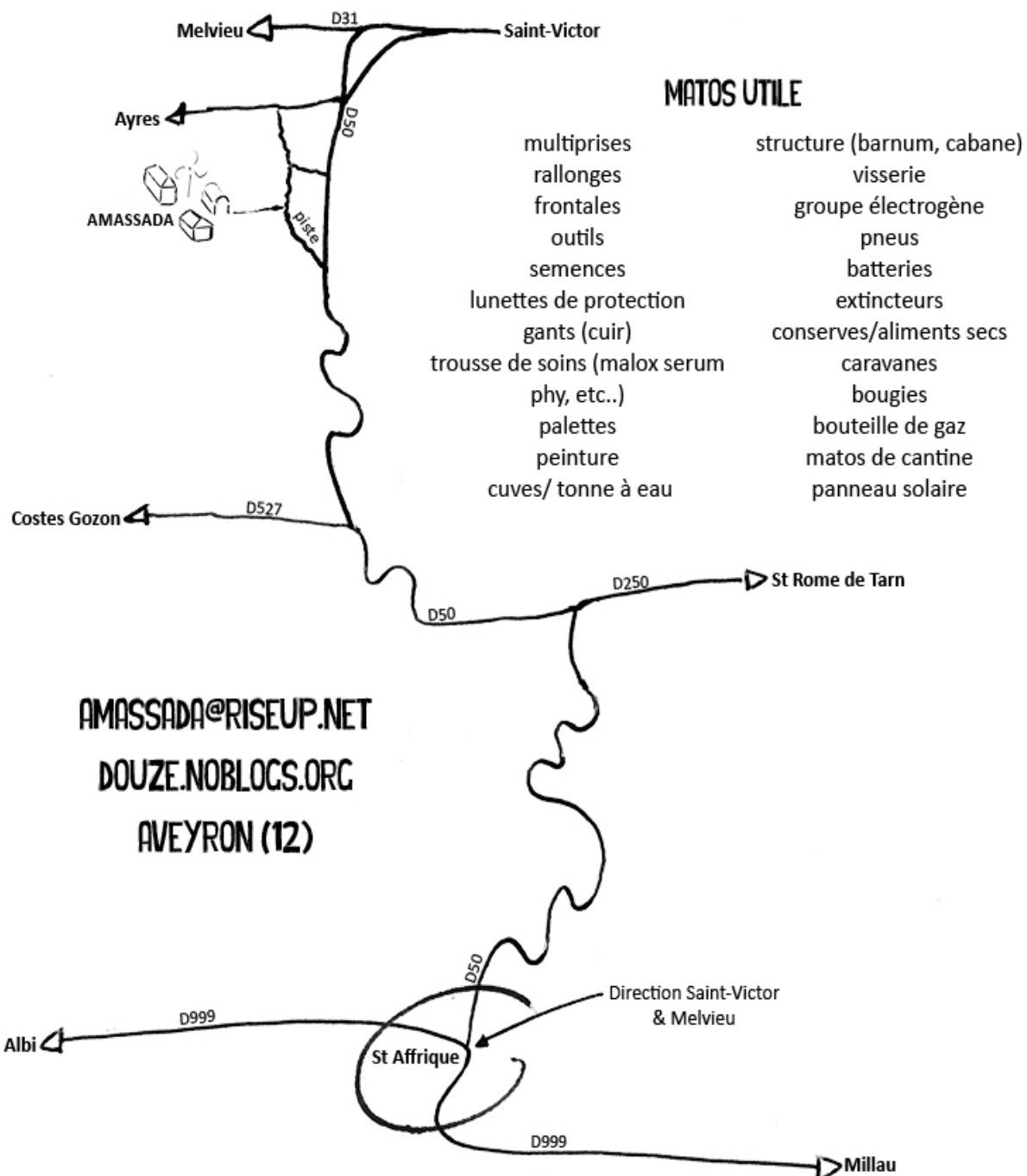
Appel à installations, présences occasionnelles et habitations :

Aujourd'hui sur la Plaine près de l'Amassada où trois bâtiments sont déjà assemblés, il y a la possibilité de construire des cabanes, diverses constructions pour habiter et se défendre, cultiver, élever, rencontrer, discuter, échanger bref donner toujours plus de corps à cette lutte.

amassada@riseup.net — douze.noblogs.org

**LE TRANSFO NI ICI NI AILLEURS
PAS RES NOS ARRESTA !!!**





INFOS SUPPLÉMENTAIRES :

Il y a des chantiers prévus pour construire l'occupation
du 7 au 13 avril, du 16 au 22 avril, du 14 au 20 mai, du 18 au 24 juin.
Les assemblées sont toujours les samedis après-midi à partir de 14h30
et le film «pas res nos arresta» est à voir (vimeo.com/207707152)

resistance is fertile

BURE : BILAN DE LA REPRESSION UN MOIS APRES L'EXPULSION

Depuis l'expulsion de la forêt, le 22 février dernier, une répression sans pareille s'abat sur les militants anti-Cigeo. Ce jour-là l'État s'est senti obligé de nous montrer son vrai visage en mobilisant plusieurs centaines de flics pour à tour de rôle venir jouer à la reconstitution de la campagne française sous occupation militaire. Tout l'arsenal punitif s'est actionné : surveillance, condamnations judiciaires, emprisonnement, coups et blessures, intimidations, peur...

Aucun mot ne peut expliquer le bouillonnement d'émotion que nous ressentons, ce bilan restera le plus factuel possible.

Les informations sont incomplètes, nous savons combien de nos ami.es sont en prison mais nous n'avons pas connaissance ou nous n'avons pas enregistré de nombreux actes répressifs de la part de la police. Ces chiffres doivent donc être vus à la hausse, particulièrement sur le nombre de vérifications d'identités.

Du 22 février au 19 mars :

Plusieurs dizaines de contrôles routiers + fouilles du véhicule

Une nuit au commissariat en cellule de dégrisement et une amende pour visage masquée et ivresse sur la voie publique (personne arrêtée à 20 m de la maison)

73 vérifications d'identité, la plupart ayant duré 4h.

25 gardes à vues :

- 8 gav de 24 heures
- 17 gav de 48 heures
- 5 comparutions immédiates
- 2 détentions provisoires

Interdictions administratives :

- Une interdiction de Meuse et Haute-Marne
- Une interdiction de Meuse et Haute-Marne + pointage deux fois par semaine dans l'attente

du procès

- 6 interdictions de Meuse + pointage au comico toutes les 2 semaines dans l'attente de procès
- Une interdiction de Mandres-en-Barrois

Peines des procès passés pour des faits ayant eu lieu à partir du 22 février :

- 3 mois de prison ferme avec mandat de dépôt (1 mois déjà fait en détention provisoire) + 5 mois de prison avec sursis et 18 mois d'obligation de travailler, d'interdiction de territoire de la Meuse et de la Haute-Marne (alors qu'il avait un hébergement à Bure).
- 3 mois de prison ferme avec mandat de dépôt
- 4 mois de prison avec sursis après 1 mois de provisoire
- 3 mois de prison avec sursis + 1 an d'interdiction de Meuse et Haute-Marne

Jeudi 8 mars, un camarade arrêté à Bure il y a quatre mois, écoppe de 8 mois fermes supplémentaires (après avoir déjà passé 4 mois en prison pour une autre affaire) + 4 mois de prison avec sursis + 2 ans de mise à l'épreuve avec obligation de suivi psychologique et obligation de suivre une formation ou d'avoir un emploi

Procès à venir pour des faits ayant eu lieu à partir du 22 février :

- 3 avril 2018 : 1 personne en procès au TGI de Bar le Duc à 15h (procédure de comparution immédiate avec demande de délai). Le procureur avait demandé sa mise en provisoire jusqu'à son procès, la juge lui a mis un contrôle judiciaire (pointe 2 fois par semaine dans le commissariat de son lieu d'hébergement) avec interdiction de territoire de la Meuse et de la Haute-Marne.
- 27 avril 2018: une personne en procès au TGI de Bar le Duc. Un peu moins de 24h de garde à vue. Procès pour refus de se disperser après sommation, participation à une manif interdite. Procureur en charge : Olivier Glady.
- 23 mai 2018 : 12 personnes en procès :

– Procès de 6 personnes arrêtées à la manif du 4 mars. 48h de garde à vue. Procès pour participation à un attroupement après sommations avec visage dissimulé, certaines personnes pour refus de signalétique et d'adh. Procureur en charge : Olivier Glady.

– Procès de 6 autres personnes arrêtées à la balade en forêt le 14 mars. 48h de garde à vue. Procès pour participation à un attroupement en vue de la préparation de violences volontaires contre les personnes ou de destruction ou dégradation de bien (et beaucoup de phrases de décoration). Procureur en charge : Olivier Glady.

• 12 juin 2018: 3 personnes en procès au TGI de Bar le Duc pour outrage (suite à l'expulsion du bois leduc)

Arretés préfectoraux :

De nombreux bouts de papier remplis de pouvoir tous plus époustouflants les uns que les autres sont apparus sur le site de la préfecture jours après jours.

• Du 22 février au 26 février : arrêté préfectoral d'interdiction de circulation des piétons et automobilistes sur divers chemins autour du Bois Lejuc

• Les 2,3,4,5 mars : arrêté préfectoral d'interdiction de manifestation, interdiction de circulation en véhicule et de stationnement sur les communes de Bure et Mandres, interdiction de survol

• Du 22 février au 22 mars : interdiction de transports de matériaux combustibles et pyrotechniques, interdiction de transports de matériaux de constructions : bois, paille...

Si on additionne, suite aux arrestations de ces 30 derniers jours, cela donne 1300 heures de mise en cellule (gardes à vue + vérifications d'identité), 18 mois de prisons distribué et 17 procès ces deux prochains mois.

À cela nous rajouterons :

– Les menaces de procès et de perquisitions aux voisin.es qui soutiennent la lutte

– L'instruction en cours qui n'a encore mis personne en charge et mettra d'ici quelques mois / années des personnes à charge. Pour info : mettre une personne à charge leur oblige à ouvrir l'accès au dossier d'instruction, c'est une stratégie de nous laisser dans le flou au sujet du contenu (ou du vide) de ce dossier. En attendant ça leur donne plus de pouvoir pour réouvrir d'anciens dossiers ou pour lancer des perquisitions quand ils le souhaitent par exemple.

– Et tous les anonymes qu'on ne connaît pas directement mais qui subissent le harcèlement policier/judiciaire de la Meuse sous occupation étatique. (amendes, procès divers).

article du 25 mars 2018 (site : vmc.camp)



resistance is fertile

SAMEDI 16 JUIN 2018

À BAR-LE-DUC

UNE JOURNÉE CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

LA FORÊT
S'INVITE
EN VILLE !

BURE À BAR...
...ILS VONT
VOIR À QUEL BOIS
ON CAR-BURE !



*Le matin pour réfléchir
L'après-midi pour agir*

INFOS 06 50 69 72 61 - 06 81 71 54 52

ROYBON : VIGILANCE AUX EXPULSIONS

En parallèle de l'expulsion du bois Lejuc à Bure, d'après Gérard Collomb, le bois de Roybon reste occupé «en attendant les décisions de justice». Cette forêt occupée, qui a subi les débuts de travaux avec la coupe rase habituellement effectuée sur ce territoire, a abrité depuis 3 ans plusieurs barricades et cabanes habitées ainsi qu'une maison forestière squattée. L'occupation du bois a permis l'arrêt de travaux illégaux pour l'implantation d'un center parcs (complexe touristique de vente et location de cottage accompagné de manipulations politiques).

Aujourd'hui ce cadre aura permis de multiples rencontres, et aura fait naître des intérêts pour le bois, des envies d'autonomie par le jardinage, la chauffe, l'électricité et autres... L'implantation n'est pas toujours facile dans le cadre de pas mal d'animosités restées depuis les débuts d'occupation avec certains voisins.

Petit récapitulatif sur la situation juridique à Roybon:

Le projet de Center Parc est toujours officiellement bloqué dans les tribunaux.

Cependant, l'occupation de la forêt reste illégale. Au vu des dernières déclarations du gouvernement, une expulsion est à craindre, dans les 3 à 6 mois, en cas de rendu de justice du conseil d'état. Au sujet de la loi sur l'eau : cette partie actuellement étudiée, voudrait jouer d'une jurisprudence qui permettrait de réduire les zones humides de 76 à 10 hectares ... Jusqu'à maintenant Center Parcs ne trouvait pas les zones de compensation nécessaire dans la région, bloquant les procédures.

Autrement, il y avait eu comme retour de justice : En février, le Conseil d'État donnait raison à la Frapna, qui demandait depuis 2015 à ce que l'ONF (Office National des Forêts) lui transmette les documents concernant les compensations pour les zones humides impactées par le Center Parcs. En octobre, ce fameux Conseil a aussi déclaré, qu'il ne contesterait pas la décision concernant le réseau d'assainissement, qui avait été déclarée à revoir.

Si certaine décision possède le pouvoir de bloquer certaine partie du projet, on peut s'attendre à ce qu'ils ne laissent pas tomber comme ça, non ? Le Conseil d'État est une institution aux pouvoirs très étendus, en lien avec les politiques et donc aussi avec les lobbys économiques... ; il ne serait pas étonnant que Pierre & Vacances sorte de là avec quelques modifications dans son projet plutôt qu'avec un non définitif.

Donc il y a pas mal de mouvements après ces temps d'accalmie et un nouveau gouvernement qui veut en finir avec ces zones de non droit.

Aujourd'hui, les pressions ne sont pas que juridiques, mais aussi locales. Mi-avril 2 véhicules ont été brûlés avec un chien à l'intérieur, une personne y vivait. Les soutiens sont toujours les bienvenus, pour garder les barricades occupées de cette zone libre. Une occasion d'échanger et de découvrir cette lutte.

Tenez vous informé.e.s sur :

<https://zadroybon.wordpress.com/>



resistance is fertile

GRANDE TOURNÉE CONTRE LES
CENTER PARCS

DU 8 AU 29
AVRIL 2018

ENTRE POLIGNY,
LE ROUSSET
ET ROYBON



3 SEMAINES CONTRE LA TOURISTIFICATION ET LA MARCHANDISATION DU MONDE
INFORMATION, DEBATS, FILMS, RENCONTRES, THEATRE, REPAS A PRIX LIBRE - ORGANISEE PAR LA COORDINATION CENTER PARCS NI ICI, NI AILLEURS

DU COTE DE NANTES : LE JARDIN DES RONCES CONTRE LA METROPOLISATION

Extraits de la présentation du jardin des Ronces et de la lutte contre le projet des Gohards, le texte plus complet et les infos sont disponibles sur lesronces.noblogs.org

Une histoire du Jardin des Ronces

Commençons par revenir sur la genèse de ce jardin pas comme les autres. Le Jardin des Ronces est né en avril 2014, il y a bientôt 4 ans maintenant. Mais pour comprendre l'origine de sa création il faut remonter 18 mois auparavant, en septembre 2012. Un groupe d'amis décident de se lancer dans une aventure potagère collective. Par hasard, ils découvrent dans le quartier du Vieux-Doulon une maison abandonnée de longues dates et son petit jardin attenant, d'environ 150 m². Ils se lancent alors dans la culture de ce jardin, et tissent progressivement des liens avec le voisinage.

Pas de chance, après à peine un an de jardinage, ils apprennent que le terrain a été vendu et qu'une maison va y être construite. On aurait pu croire à une fin prématurée de cette aventure potagère mais le destin en a voulu autrement : une voisine les orientent vers le curé de la paroisse car le jardin de l'ancienne cure de la Saint-médard est à l'abandon. La rencontre avec le prêtre est fructueuse, et rapidement, voilà le petit groupe se lancer dans cette seconde expérience potagère, sur cette parcelle qu'ils nommeront malicieusement « l'ébéché ». En échange, vu qu'il y a de beaux cerisiers et pruniers sur le jardin, un pot de confiture sera offert chaque année au prêtre !

C'est aussi le moment où ils commencent à mieux découvrir le quartier, certains de ses habitants, mais aussi les nombreuses friches présentes sur la zone. Une friche située en face du cimetière, à l'état sauvage depuis près de 40 ans, est repérée pour y établir 'discrètement' une sorte d'annexe du jardin car l'espace de culture de « l'ébéché » ne suffit pas pour y faire des cultures d'ampleurs.

Un chantier de défrichage est alors prévu sur la nouvelle parcelle pour y planter patates et oignons en quantité.

L'information est passée dans les réseaux de proches et de camaraderie et voilà que des dizaines de personnes viennent participer à cette nouvelle mise en culture ! Le projet urbain des Gohards est aussi découvert collectivement, analysé, rapidement critiqué, et l'envie de faire de cet espace un lieu collectif de résistance à ce projet émerge. Surtout qu'au même moment, des membres de Sème ta Zad, groupement agricole œuvrant à Notre Dame des Landes dans la lutte contre le projet d'aéroport, cherchent à impulser des dynamiques d'occupations de terres agricoles dans Nantes. Nous allions alors nos forces pour renforcer cet élan naissant, et organisons un weekend de chantiers qui marquera le début de cette nouvelle aventure.

Le jardin étant né, il convenait dorénavant de mettre en place un fonctionnement collectif.

Assez naturellement, le nouveau collectif qui a commencé à cultiver ces terres n'a pas souhaité institutionnaliser cet espace auprès des pouvoirs publics. Nous souhaitons conserver une totale liberté de penser et d'agir sur cette zone. Un statut associatif n'avait donc rien à nous apporter, bien au contraire. Il n'était pas question non plus de privatiser cet espace à notre usage. Il semblait important que cette friche, pré-emptée de longue date et en cours de rachat par Nantes Métropole, puisse devenir un espace des communs propres à ses usagers. Et des usagers, il y en avait déjà, notamment des enfants qui venaient y trouver un espace de liberté (ce qui est toujours le cas) et parfois aussi des personnes sans domicile fixe qui venaient y passer la nuit.

Ainsi, nous avons décidé de nous approprier une partie de cet espace tout en faisant en sorte qu'il soit toujours accessible à toutes sortes d'autres d'usages.

Cela n'a pas été toujours facile. Ce terrain étant un lieu libre de passage, et les jardiniers n'étant pas présents en continu, il a fallu régulièrement s'adapter à des imprévus, parfois même dur à dépasser, comme la dégradation



du premier local que nous avons aménagé à l'entrée du jardin, ou l'incendie de notre cabane de jardin l'an passé. Mais la force collective a toujours permis de surmonter ces obstacles. Quelques vieux matériaux récupérés, un peu de bricolage et hop, c'est reparti de plus belle. Avec le temps, on observe tout de même que notre usage de la parcelle est plus respecté, les aléas moins fréquents.

Nous sommes bien loin du fonctionnement des jardins familiaux dont la liberté laissée aux jardiniers est beaucoup moins importante. Ici, tout se construit et s'invente en continu. Ce fonctionnement a évolué au cours des années mais s'est toujours basé sur des pratiques autogestionnaires. La vie du lieu ne repose que sur l'implication de chacun et chacune. Il n'y a pas de rapport hiérarchique, chaque personne a le même poids dans les décisions, et toute personne qui vient au jardin peut intégrer le collectif et participer à l'organisation. Il n'y a même pas de quelconque inscription. En font partie ceux qui viennent, tout simplement.

Cela ne veut pas pour autant dire qu'on peut y faire n'importe quoi. La prise en compte de l'autre est indispensable. On tient notamment à ce que cet espace soit non discriminant, que ce soit pour des questions de situation sociale, de race ou de sexe par exemple. De grands mots pour dire simplement qu'ici, on tente de créer un espace où chacun est respecté dans ce qu'il est, où on essaie de dépasser les préjugés et représentations, où la dimension humaine est finalement tout aussi importante que l'aspect jardinage.

Les décisions se prennent en Assemblée Générale qui ont lieu un dimanche par mois. On y parle de tout ce qui est lié à la vie du jardin, de l'attaque du vers du poireau à la plantation à venir de patates, ou encore de la trésorerie. Et oui, parfois on a besoin d'argent pour acheter des graines ou de la paille. Autant dire qu'on ne se ruine pas puisque l'activité du jardin est totalement financée par les bénéfices de la fête du jardin dont nous reparlerons après. Les arbres fruitiers que nous allons planter ont d'ailleurs été acheté avec cet argent. Mais ces réunions sont aussi l'occasion de parler de pleins d'autres choses car comme nous allons le voir, cet espace a différents autres usages !

Premier usage, et bien sûr un des principaux, le jardinage.

Il existe quelques parcelles individuelles, mais la plupart du terrain est cultivé collectivement. Le dimanche après-midi est aussi notre jour principal de rendez-vous pour jardiner ensemble. En ce moment, on vient aussi le jeudi après-midi, et plus irrégulièrement les autres jours. Il nous reste encore à améliorer notre fonctionnement pour que chacun puisse venir jardiner seul de manière autonome car beaucoup arrivent au jardin en tant que débutant, et la transmission ne peut se faire en quelques jours ! Et régulièrement on organise des chantiers collectifs où on fait passer le message dans nos réseaux, comme le fameux chantier 'patates' début mai qui rassemble toujours des dizaines de personnes.

L'un des objectifs est donc de produire collectivement nos propres légumes, bios bien sûr. Nous cultivons dorénavant toute une variété de légumes en fonction de ces saisons, et notre serre montée le printemps dernier nous permet même désormais de prolonger un peu les saisons !

Le jardin des ronces est donc aussi un lieu de sociabilité dans le quartier

Chacune des activités que nous effectuons permettent échanges, rencontres et découvertes, et nombreuses sont les personnes qui osent franchir l'entrée de ce mystérieux jardin. A chaque fois, des rencontres nouvelles qui donnent une nouvelle touche à l'histoire du lieu. La force et l'originalité de cet espace réside sans doute en ce point. Rare sont les endroits en Métropole où peuvent se mélanger des personnes si différentes. La chauffe du four à pain réalisée régulièrement le dimanche depuis cet été est un des moments forts de convivialité au jardin. Aussi, la présence pendant plus de deux ans de dizaines de personnes exilées dans l'ancien presbytère du Vieux-Doulon a été très riche en rencontre. Certains d'entre eux venaient régulièrement se promener ici, discuter, jardiner, ou juste se reposer. Comment oublier les bons repas qu'ils avaient préparés pour la fête du jardin, ce fameux rassemblement festif que nous organisons chaque année au mois de juin.

(...)



Tout ce qui a été dit avant suffit presque à le justifier. A notre manière, nous faisons de la politique, pas au sens politicien, mais juste au sens noble du terme qu'il convient de faire revivre. En plus de participer à la vie du lieu et plus globalement à celle du quartier, ceci se traduit par notre mobilisation contre le projet urbain des Gohards. Plusieurs réunions publiques indépendantes avaient été organisées au jardin durant les deux premières années, l'occasion de discuter librement de ce projet en dehors des circuits biaisés de la concertation. Depuis, nos énergies ont plutôt servi à poursuivre l'implantation du jardin. Celui-ci s'étant désormais structuré et le projet urbain avançant, il convient dorénavant de repréciser notre positionnement, et comment nous envisageons nous battre pour changer l'avenir métropolitain promis à cette zone.

Le projet urbain des Gohards arrive bientôt à sa phase de réalisation.

On parle bien ici d'un projet urbain, d'un projet qui va notamment couler sous le béton environ **80 hectares de terres agricoles**. Il est important de le rappeler car à en écouter la large communication de Nantes Métropole, on croirait presque que c'est un projet agricole qui arrive sur la zone. Après avoir tout fait pour bloquer les transmissions de terres depuis des décennies sur la zone, Nantes Métropole se targue de vouloir faire revivre quatre fermes. On croit rêver. La création d'une vitrine agricole urbaine ne nous fera pas oublier que l'on est d'abord face à un **projet immobilier colossal de près de 3000 logements**.

Écoutons Jean-Pierre Garnier, sociologue de l'espace urbain, qui illustre parfaitement cette utilisation de la communication par les pouvoirs publics : « il est impossible de connaître,

au sens scientifique du terme, la réalité effective de ce qui se réalise en matière de politique urbaine et, spécifiquement, d'urbanisme à partir des documents officiels de présentation aussi bien des outils de la planification urbaine que des projets urbanistiques et architecturaux. Ce sont de purs écrits de propagande et d'auto-célébration, comme dans les États totalitaires de jadis, avec, cependant, deux différences majeures : ils sont beaucoup plus sophistiqués et totalement dépolitisés. ». Autant dire que les documents officiels sur le projet, comme ceux élaborés lors de la concertation publique, apportent peu d'éléments sur les réels enjeux politiques d'un tel projet. L'un de nos objectifs est ainsi de remettre la question politique au centre du débat. Contrairement à ce que l'on essaie de nous faire croire, l'urbanisation n'est pas quelque chose de naturelle, d'inéluctable. Les grands projets urbains relèvent bel et bien de choix politiques importants qui concernent le développement plus global des villes. En effet, ce projet urbain n'a rien d'un projet de quartier. Il correspond exclusivement à un aménagement de la métropole. Le fait que le commanditaire soit Nantes Métropole en est d'ailleurs un signe évident.

Le problème de ce quartier atypique nantais, plein de particularismes du fait de son histoire, est qu'il se trouve dans une ville qui se veut devenir une grande métropole internationale. Ici, on se sent plutôt dans un village, sans doute trop pour nos élus qui veulent transformer, intégrer, adapter ce territoire aux objectifs des métropoles. Johanna Rolland a même osé comparer le projet des Gohards avec d'autres menés à New-York et à Paris. Pas sûr que cette concurrence là corresponde aux besoins des habitants du quartier, ou alors c'est bien mal le connaître.



Ce projet urbain, comme celui de la Botière-Chesnaie qui s'achève et bien d'autres, relève d'un concept qu'il convient d'expliquer et de dénoncer : la métropolisation. Celle-ci se traduit par une gestion de la ville comme une entreprise ayant un objectif de rentabilité économique mais aussi de contrôle de la vie sociale.

La métropole, c'est le projet de soumettre l'espace urbain à la logique néo-libérale.

(...)

On peut l'illustrer sous divers aspects :

une concurrence entre les territoires, dont les plus faibles sont voués à devenir des zones de relégations sociales, des cités dortoirs, ou à disparaître ;

une spécialisation des territoires : ici on dort, ici on travaille, ici on consomme, ici on se divertit... alors que plusieurs de ces fonctions doivent être remplies sur un même territoire pour qu'une vie sociale puisse se développer .

une gentrification des quartiers populaires, à savoir, sous couvert de mixité sociale, le remplacement de populations précaires par des personnes ayant plus de moyens et correspondant davantage au standard de vie et de consommation d'une métropole (exemple de la transformation de Malakoff) ;

de grands projets devant favoriser l'attractivité de la métropole (comme ce genre de projet urbain, mais aussi comme le projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, ou encore au niveau culturel le Voyage à Nantes, le futur Arbre aux hérons, etc.) ;

la mise en place de la soit disant démocratie participative, simulacre de démocratie pour limiter toute conflictualité et permettre l'acceptation par les citoyens de projets largement pensés en amont (comme ce fut une nouvelle fois le cas avec la concertation sur la ZAC des Gohards à laquelle nous avons refusé de participer) ;

une propagande bien ficelée diffusée à grande échelle dans les boîtes aux lettres et les médias (Nantes Passion, bulletin sur ZAC des Gohards, etc.);

la pratique du greenwashing, où l'on maquille en vert de nombreux projets qui n'ont rien d'écologiques, comme mettre en avant une coulée verte ou des fermes urbaines tout en bétonnant 80 hectares de terres agricoles ;

le développement du secteur tertiaire, des services, très rentables économiquement, au détriment de l'agriculture, de l'industrie ou de l'artisanat.

Ce projet urbain découle donc d'un choix politique métropolitain.

S'opposer à ce projet, c'est aussi s'opposer à tout un modèle de développement nuisible aussi bien socialement, économiquement qu'écologiquement. Car même si ces trois aspects sont liés, rappelons l'importance environnementale de défendre des terres agricoles. Tant de signaux d'alarme nous poussent à ce combat. (...)

Des raisons environnementales ou de lutte contre la métropolisation sont-elles suffisantes pour s'opposer à la construction de nouveaux logements ?

Beaucoup diront « mais il faut bien construire des logements pour loger les gens ». Tous ces projets reposeraient sur ce bon sens. Or, plusieurs réflexions nous amènent à remettre en question cette idée reçue .

D'une part, l'augmentation de la population nantaise mise en avant par nos élus n'est pas naturelle, contrairement à ce qu'ils laissent entendre. Elle provient de ce fantasme d'attractivité et de croissance illimitée. Cette hyper-concentration dans les métropoles a des conséquences désastreuses, non seulement pour les quartiers transformés mais aussi pour les zones rurales qui subissent le développement de ces métropoles. Nantes n'est donc pas victime de son essor démographique. Ceux qui la gouvernent font tout pour cela, au détriment d'autres zones qui se vident. Il faut donc repenser l'équilibre avec les zones rurales, sortir de la concurrence entre les villes. De fait il y aura alors moins de besoins de construction de nouveaux logements à Nantes, et les habitats vides des zones rurales désertées pourront retrouver leur usage.

Nous n'aurons de toute façon pas le choix puisqu'au rythme actuel d'augmentation de la démographie de Nantes Métropole, soit environ 6 000 nouveaux habitants par an, il va falloir construire chaque année l'équivalent d'une ZAC des Gohards. Même s'il y en a déjà beaucoup d'autres à l'œuvre, 29 actuellement à Nantes, ce rythme de croissance effrénée ne peut pas tenir dans le temps.

D'autre part, il existe à Nantes des milliers de logements vides, privés comme publics qui pourraient être soit habités en l'état, soit rénovés, ou réquisitionnés. Mais la mairie de Nantes préfère expulser de l'ancienne école des Beaux-arts des mineurs isolés laissés à la rue, ou laisser à nouveau vide l'ancien presbytère du Vieux-Doulon. Car la construction de logements nouveaux ne répond pas à la question du 'non-logement'. Les personnes qui habiteraient dans le nouveau quartier ont déjà au jour d'aujourd'hui un logement, à Nantes ou ailleurs, et ne savent même pas qu'ils y habiteront un jour ! Alors que des personnes sans logement à Nantes il y en a beaucoup, mais ces constructions une fois de plus, ne serviront pas les personnes en grande précarité. Celles-ci ne correspondent pas au profil attendu d'un citoyen d'une métropole, et resteront sur le côté. Ce ne sont donc pas non plus les 25% de logements sociaux annoncés pour le projet qui changeront l'avenir de ces personnes.

Enfin, on entend souvent de la part des pouvoirs publics ou autres aménageurs qu'il faut construire en ville car la densification de l'habitat permet de lutter contre l'étalement urbain, et donc contre la destruction de terres agricoles. Or, force est de constater que densification et étalement urbain ne cessent de s'accroître. Les villes étouffent, et les terres agricoles des campagnes alentour deviennent des zones péri-urbaines 'cité dortoirs' ou zones commerciales. Ces projets urbains n'ont d'ailleurs pas pour objectif premier de loger, mais bien de créer de l'activité économique, de faire marcher les secteurs privés lucratifs comme celui du BTP. Dans l'esprit de la métropolisation, une ville qui ne détruit pas en continu pour mieux reconstruire serait une ville qui meurt.

Revenons-en au beau projet des Gohards auquel nous nous intéressons particulièrement aujourd'hui. Face à de tels constats, on peut se demander comment un projet si critiquable puisse voir le jour, et même posséder une image de projet innovant ?

L'art de la communication y est pour beaucoup. Une véritable propagande est mise en place pour valoriser les fameuses fermes urbaines. Mais comment se satisfaire de cette vitrine qui cache tout le reste ? Et puis, qu'est ce qui nous assure que ces quelques hectares de terres ne seront pas eux aussi bétonnés dans 10 ou 20 ans, quand le reste de la zone sera déjà urbanisé et que l'agriculture urbaine ne sera plus à la mode ? Protéger ces quelques hectares n'a de sens que si ces terres ne sont pas utilisées comme des réserves foncières.

Un autre élément majeur propre à la politique des métropoles qui leur permet d'imposer leur projet sans trop de contestation : l'utilisation à leur fin des acteurs associatifs, ici en l'occurrence lié à la protection de l'environnement. Ceci permet d'améliorer l'image du projet, évite toute forme de contestation de ces mêmes acteurs, et peut même légitimer la répression de pratiques populaires non-souhaitées.

Voyons comment est mise en place cette stratégie pernicieuse sur la ZAC des Gohards.

Commençons par l'association ECOS qui expérimente des projets transversaux liant écologie urbaine, art et pratiques alternatives dans les espaces communs, publics et partagés de Nantes et sa Métropole. Dans le cadre d'un appel à projet de Nantes Métropole, cette association a intégré le projet urbain des Gohards, avec une mission assez floue de mise en relation des différents jardiniers, de dynamisation de cette activité sur la zone. Rapidement, on s'est questionné sur la mise en place d'un acteur devant impulser, dans le cadre du projet, ce que nous faisons naturellement en dehors. Est-ce une manière de tenter de nous intégrer dans le projet ? Ou de rendre illégitime notre action pour mieux la supprimer ? Sans doute un peu des deux. Vu que nous n'avons pas souhaité saisir cette perche pour être nous



aussi une caution verte, la menace que le jardin soit rayée de la carte est vite arrivée. Nous en avons eu la confirmation récemment en apprenant en réunion publique de quartier que le jardin des ronces dixit « ne se trouvait pas au bon endroit », et que si les jardiniers voulaient continuer leur activité, ils n'avaient qu'à aller voir ECOS. Comment ne pas voir dans cette stratégie la volonté d'utiliser une association pour mieux légitimer l'expulsion de notre projet ? Nous avons rencontré des membres d'ECOS pour en parler. Ils ne semblent pas apprécier cette manœuvre de Nantes Métropole, et on espère qu'ils se positionneront sous peu publiquement aux intéressés.

Parmi les organismes que l'on est déçus de voir comme satellites de Nantes Métropole sur ce projet, on trouve également Terre de Liens, un organisme qui participe à la préservation et au bon usage des terres agricoles, notamment en acquérant des terres et en les mettant en location à des paysans en installation. D'après les informations portées à notre connaissance, Terre de Liens a d'ores et déjà apporté son expertise technique pour la rédaction des baux agricoles, et elle est pressentie pour avoir un rôle d'accompagnement des installations. Actions tout à fait louables sur un projet classique, mais qui, ici, apportent une caution de fait au projet de 'bétonnisation' dans son ensemble.

Nous sommes également particulièrement étonnés que la Confédération Paysanne 44, par le biais de CAP 44, participe à ce projet urbain dans le cadre d'un accompagnement à l'installation des projets d'agriculture urbaine. Nous leur avons envoyé un courrier pour leur en faire part dont en voici un résumé.

Nous nous interrogeons sur le sens de cette participation par un acteur censé promouvoir l'agriculture paysanne, connu pour sa capacité à défendre des terres agricoles, notamment face à la 'bétonnisation'. Ces projets servent notamment à rendre 'plus douce' cette destruction des terres, voire même à calmer la résistance locale. Il est regrettable que la confédération paysanne 44 soit utilisée à ces fins, alors qu'elle se bat par ailleurs pour la sauvegarde des terres agricoles. Tout comme eux, nous soutenons aussi la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes. Il nous semble qu'ils n'accepteraient pas

de participer à la mise en place d'un projet agricole au milieu des pistes aéroportuaires...

Pour nous, ces projets d'agricultures urbaines n'ont à voir ni avec la paysannerie telle que semble la défendre ce syndicat agricole, ni avec la réalité agricole actuelle. Ils ne pourraient exister sans de fortes subventions spécifiques qui ont été grassement allouées. Ils n'ont rien à voir avec la dure réalité économique à laquelle se confrontent les paysans en installation. Et peut-on penser que des projets de fermes 'scientifiques', 'vitrines', 'solidaires', 'd'insertion'... pour reprendre les termes employés par l'aménageur qui en disent peu sur ce contiendraient réellement, puissent correspondre au combat de lutte pour une agriculture paysanne, nourricière ?

Enfin, comme dans chaque secteur de la politique publique de la ville, ces projets sont soumis à un total contrôle de la part des pouvoirs publics. Comment les membres de CAP 44 peuvent-ils accepter de participer à l'intronisation d'Olivier Durand sur la ferme de la Saint-Médard, alors que de jeunes maraîchers avait aussi postulé auprès d'eux ? Olivier Durand, celui qui cultivent les bons petits légumes pour les restos nantais et la cantine du Voyage à Nantes est en train de devenir le 'maraîcher' en titre de la vitrine agricole métropolitaine. Lui qui a mené des études pour Nantes Métropole sur les potentialités agricoles sur la zone des Gohards, et qui finalement, en toute discrétion, puisque Nantes Métropole indique toujours qu'aucun jury n'a eu lieu, récupère le projet de ferme de la Saint-Médard. De jeunes maraîchers en installation avait pourtant postulé auprès de CAP 44. Comment ne pas y voir un signe de conflits d'intérêt, une place de juge et partie ? Comment accepter que l'on fasse comprendre à un jeune souhaitant s'installer sur la zone que son projet est trop 'productif', et donc trop éloigné de la ligne dessinée par l'aménageur ? En sera-t-il de même pour les autres projets agricoles de la zone ? Quelle confiance peut-on alors accorder à Nantes Métropole ? Il semblerait que la liberté d'action laissée à CAP 44 soit bien faible, tout comme celle qui sera laissée aux personnes s'installant dans ces pseudos 'fermes'.

D'une manière générale, il semblerait que les différentes associations mentionnées ont accepté ces projets pour essayer de faire au mieux avec les 'miettes' laissées par les pouvoirs publics. Il faudrait

se satisfaire de l'existence de cette vitrine verte, que ce serait mieux que rien. Or ces projets n'existeraient pas si une urbanisation massive n'avaient pas lieu juste à côté. A choisir, le rien laisse encore envisager un avenir soutenable sur la zone, ce qui n'est plus possible si ce grand projet s'installe en l'état. Un tout petit mieux est pire que rien du tout, s'il passe pour suffisant. Alors face à tout ça, comment changer l'avenir promis à cette zone ?

Nous espérons que notre prise de contact avec ces différents acteurs associatifs pour leur faire part de nos questionnements va influencer leur position vis à vis du projet. Nous pensons qu'ensemble, et avec tout autre acteur souhaitant s'y investir, un autre avenir peut naître sur cette zone. Celui-ci est à construire ensemble, doit naître directement des personnes souhaitant participer à sa mise en place, en fonction des besoins d'un territoire qui ne veut pas devenir un morceau de métropole. Il ne nous appartient donc pas à nous seul de penser l'avenir de la zone dans son ensemble. Plusieurs pistes nous semblent toutefois intéressantes à creuser :

D'un côté, la mise en place d'une réelle politique agricole à grande échelle qui tente de répondre aux besoins en alimentation sur le territoire. Pour cela, les terres rachetées par Nantes Métropole doivent conserver leur statut agricole, et ne pas être transformées en terrain constructible au prix d'ailleurs d'une spéculation immobilière indigne des pouvoirs publics.

D'un autre côté, se battre pour défendre l'existant, tel que la préservation des bois (comme le 'bois de la Saint Médard' qui jouxte notre jardin, et des zones sauvages refuges pour la faune et la flore, y compris en dehors des zones non-constructibles...) ; la défense d'habitants vivant sur la ZAC et qui seraient amenés à laisser place nette, comme des mineurs étrangers isolés, des familles roms, des gens du voyage ou encore les habitants du jardin des ronces ; le maintien des équipements en place tel que l'historique complexe sportif de la St Médard, qui comme le stade de la Beaujoire, doit être détruit et reconstruit juste à côté pour laisser place à des constructions ; mais aussi bien entendu la conservation des jardins qui sont nombreux sur la zone, tels que les jardins dits cheminots, mais aussi bien celui des Ronces. Même si on critique le projet dans sa globalité, on compte bien entre autre défendre notre parcelle.

Alors comment défendre ce lieu ?

Tout d'abord en continuant à le faire vivre, et en montrant publiquement comme nous le faisons aujourd'hui notre force pour faire reculer Nantes Métropole. Nous n'avons pas d'autres choix que de nous battre, de créer un réel rapport de force pour que cet espace public puisse rester un espace commun géré directement par ses usagers. Pour toutes les raisons énumérées précédemment, nous tenons à conserver ce fonctionnement, et refusons catégoriquement de négocier quelque statut que ce soit qui nous ferait intégrer ce projet urbain. Nous souhaitons aussi que cet espace soit un lieu ressource d'informations, d'analyse et de mobilisation plus global face à ce projet.

Nous ne sommes pas étonnés que les aménageurs aient décidé de passer en force en annonçant que nous n'avions pas notre place ici. Comment attendre d'eux qu'ils laissent vivre un espace auto-géré qu'ils ne peuvent pas valoriser aussi bien économiquement que dans leur communication. Et puis sans doute que l'initiative citoyenne tant plébiscitée par nos élus devient trop dangereuse pour eux quand elle aborde les vrais enjeux publics et politiques d'un territoire.

Plus concrètement, nous comptons nous opposer à toute tentatives de travaux sur notre jardin. Il semblerait finalement que notre jardin ne soit pas sur la parcelle d'un projet d'agriculture urbaine puisque cette semaine, une longue barrière a été érigée entre notre parcelle et celle juste à côté qui doit accueillir le projet dit de la ferme Saint-Médard. Ce serait donc plutôt le béton qui serait appelé à nous remplacer. Cela ne change finalement pas grand chose. Nous ne laisserons pas notre place comme cela, et la plantation cet après midi d'un verger montre à quel point nous souhaitons nous installer. Les prochains travaux préalables aux constructions sur la zone doivent voir le jour en février, à travers des recherches archéologiques, semble t-il obligatoires. Nous annonçons d'ors et déjà que nous nous opposerons à toute tentative de repérage des lieux qui feraient avancer la 'bétonnisation' à venir.

Pour terminer, nous gardons bien à l'idée que ce projet urbain n'est qu'une goutte parmi tant d'autres, et qu'il convient d'allier nos forces avec d'autres territoires en lutte pour créer un avenir plus réjouissant socialement et soutenable écologiquement !



ZAD DE NOTRE-DAME DES LANDES, QUEL AVENIR ?

PARTIE 1 : REGARDS DEPUIS LA ZAD

Le 17 janvier 2018, le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes a été abandonné par le gouvernement après près de 50 années de lutte.

C'est maintenant la question de l'avenir de la ZAD et de ce qu'il peut continuer à s'y passer qui se pose. Et c'est pas simple.

Voilà une sélection subjective et forcément incomplète de quelques extraits de textes issus de différents groupes ou moments, pour essayer de partager les enjeux de ce qui est en train de se jouer sur la zone, les difficultés, conflits et défis.

Lettre aux comités (extraits)

Voici des extraits d'un texte écrit et publié peu de jours avant l'annonce de l'annulation du projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, par quelques occupant.e.s. La plupart de ce qui y est écrit reste valable, même après cette annonce.

Pour lire le texte complet : Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvement, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde : zad.nadir.org/spip.php?article5028

« On, c'est quelques habitant.es / occupant.es, de différents lieux de la zad, qui n'ont pas toujours les mêmes positions, mais se rejoignent souvent sur la volonté que la zad conserve une certaine radicalité qui ne soit pas que de façade, en restant attaché.es à ce que chacun.e puisse trouver sa place dans ce qui se vit ici. »

Ce qu'on veut : défendre la zad pour lutter contre le monde de l'aéroport

Alors que l'État laisse entendre qu'il pourrait abandonner le projet, des personnes plus ou moins éloignées de notre réalité dévoilent dans les médias leurs projets pour la zad. Nous ne les avons pas attendu.es pour penser notre avenir. L'État et le système qu'il défend nous emmènent droit dans le mur, et plutôt que de contribuer au désastre en cours, nous nous sentons légitimes à essayer ici de vivre différemment.

Comme convenu avec l'ensemble du mouvement, nous voulons un gel de la situation foncière une fois les historiques revenu.es dans leurs droits, afin de créer une entité issue du mouvement qui prendra en charge ces communs. On peut souvent lire ou entendre qu'une zad d'après

l'abandon reviendrait peu ou prou à sa vocation uniquement agricole d'avant le projet. Si cette lutte fut dès ses débuts une lutte pour la défense des terres, elle s'est depuis élargie, notamment avec l'arrivée des occupant.es. Des gens vivent et luttent ici, y ont développé d'autres pratiques depuis des années, et entendent bien continuer. N'en déplaise à ceux qui veulent nous aménager en zone pacifiée de commerce équitable, nous souhaitons continuer à produire et/ou vivre, hors cadre et hors normes. Nous voulons aussi continuer à inventer d'autres manières de partager et d'échanger en dehors du seul lien marchand, pour être moins dépendant.es de l'état et du marché, mais aussi pour nos voisin.e.s et pour soutenir d'autres luttes. Nous désirons aussi continuer à définir nos propres règles et gérer nos conflits. On n'a pas de réponse prémâchée sur comment vivre autrement dans ce monde, sur les contradictions qui nous traversent, et les compromis qu'on est prêt.es ou pas à accepter. Nous voulons prendre soin ensemble des espaces communs (routes, espaces boisés, prairies, lieux de réunion...) ; travailler à renforcer les liens de confiance qui nous unissent déjà à nos voisin.e.s, et à déconstruire les préjugés et les fantasmes qui nous séparent de beaucoup d'entre elleux (notamment via l'organisation d'info-tours dans les bourgs alentour, la participation à la dynamisation du bourg voisin...). Pour autant, nous ne voulons pas d'une zad où seul.e.s pourraient rester ceux qui présenteraient bien devant les journalistes, accepteraient de prendre un statut légal ou pourraient/voudraient bien payer des factures. En d'autres termes celles et ceux qui ne feraient pas tâche sur la photo de famille. Nous voulons que la zad reste diverse et surprenante,

qu'y cohabitent des gens aux pratiques variées, parce qu'attaché-es à des idées politiques différentes. Nous avons défendu cette zone ensemble, nous continuerons à l'habiter ensemble. Nous voulons donc que TOUT le monde puisse rester, sans exception. Certain.es partiront peut-être, d'autres arriveront, d'autres ne feront que passer. Comme ça a toujours été le cas. Mais qu'il n'y ait ni expulsion, ni aucune forme d'intervention policière visant à réprimer certain.es d'entre nous. Nous pensons aussi à toutes celles et ceux qui ont déjà subi la répression. Nous souhaitons l'amnistie pour les personnes condamnées dans le cadre de la lutte contre l'aéroport. Nous sommes prêt.es et déterminé.es à lutter pour.

Enfin et peut-être surtout, nous souhaitons que la zad reste une zone de lutte. Ensemble, nous avons sorti ces terres de leur destruction programmée, y avons mis en place des formes de vie qui nous correspondent, plus collectives et autonomes et ne souhaitons pas nous arrêter là. Nous luttons contre l'aéroport et son monde. Et même si le projet est abandonné, son monde continuera d'exister, et nous continuerons de le combattre de toutes les manières qui nous sembleront pertinentes. Nous continuerons à lutter contre les infrastructures et les projets d'aménagement du territoire ; contre les politiques migratoires et le racisme d'État, aux côtés de ceux qui subissent plus que nous la violence systémique. Nous continuerons à prendre la rue, à occuper des bâtiments et des places publiques avec les travailleuses, chômeuses, étudiantes, précaires (que nous sommes parfois) contre les politiques capitalistes qui nous mettent un peu plus à la merci de l'économie. Nous continuerons aussi le travail de déconstruction des dominations qui traversent notre société (sexisme, racisme, specisme, agisme...) en les visibilisant et en les combattant, sur la zad et en dehors.

Alors que le mouvement envisage le triste jeu des négociations avec l'état, nous espérons réussir à préserver ensemble les espaces de liberté qui font de la zad une zone un peu plus respirable que le reste du monde. Ce pari, nous ne sommes pas du tout sûr.es de le gagner, mais on préfère tenter plutôt que de se laisser diviser.

(...)

La suite

Vous le savez sûrement : quelle que soit la décision du gouvernement, nous vous invitons à nous rejoindre sur la zad le 10 février pour fêter cette victoire si elle est actée, ou la hâter le cas contraire. Nous vous attendons nombreuses pour préparer la suite, en veillant à laisser de la place à ce qui nous a rendu fort.es jusque là : la coexistence dans un même combat de nombreuses cultures de luttes se complétant mutuellement, cette diversité qui ne laisse pas d'angle d'attaque au gouvernement. Les liens qui tissent cette lutte forment une trame qui ne saurait disparaître avec la fin de la zone à défendre. Soyons fort.es de ce passé commun pour construire la suite de ce récit, pour continuer nos recherches d'un monde plus juste et réfléchi plus communément, pour préserver ces connexions qui ont tellement impacté nos vies et se multiplieront encore.

La zad vivra, pas parce que nous sommes une « cinquantaine d'irréductibles ultras-violents », mais parce que nous sommes des milliers à avoir un attachement fort à cet espace, pour des milliers de raisons. Et ça, ça ne changera pas avec un abandon.

Comme peuvent l'être Bure, la No Tav ou Roybon, ce projet d'aéroport n'est qu'un symptôme d'une société en crise profonde, à la fois économique, politique et sociale. Des symptômes auxquels d'autres tentent de répondre par l'accueil de réfugié.es, la recherche d'une agriculture respectueuse du vivant, ou le féminisme radical (entre mille autres luttes que nous devrions citer ici).

Ce monde est empreint d'oppressions et d'inégalités, et si l'idée n'est pas de le jeter complètement à la poubelle, elle est au moins d'y provoquer des changements, profonds, radicaux c'est à dire qui s'attachent à la racine. Peu importe les préjugés que fait naître ce mot, il y a en nous de radical tout ce qui cherche un changement profond dans quelque chose. Nous sommes tou.tes radical. aux.

En ça, notre lutte ne s'arrête pas aux portes d'un aéroport abandonné. Elle se poursuit au-delà, et tant que des bétonneurs sans scrupules continueront à piller des ressources et des espaces, nous continuerons d'entraver leurs machines. Sans pour autant que l'on ait



envie de quitter cette zone, qui, dès lors que son avenir sera acquis au mouvement anti-aéroport, pourra constituer une base arrière solide pour ouvrir d'autres brèches, et faire exister de la solidarité là où l'état et le marché nous séparent et nous isolent.

Bien sûr, l'abandon du projet d'aéroport, s'il se confirme, sonnera comme une victoire. Cela enverra un message à toutes les autres personnes et collectifs en lutte : les états et les multinationales ne sont pas tout puissants. Nous n'avons pas à accepter et subir tous leurs désirs. Nous pouvons dire Non, nous organiser pour les faire reculer. Nos luttes peuvent être victorieuses.

Néanmoins, nous sommes beaucoup sur cette zone à considérer que l'abandon de l'aéroport ne constitue qu'une victoire partielle. Alors que nous tentons d'empêcher la construction d'un

aéroport, plus de 400 autres sont en projets ou en construction dans le monde. Alors que nous déclarons, Pas d'aéroport, ni ici, ni ailleurs, celui de Nantes Atlantique sera tout de même agrandi, au mépris de toute considération pour le changement climatique et ses effets déjà bien perceptibles. Certes, le projet est sur le point d'être enterré, mais le monde qui va avec est, lui, encore bien vivant et va continuer son oeuvre prédatrice. Il serait dommage que la formidable force collective qui s'est constituée avec des centaines de comités et des milliers d'individu.e.s impliqués dans cette lutte s'éteigne. On aura encore à lutter ensemble pour préserver et arracher des marges de liberté, ici et ailleurs. Car des zones à défendre, il en existe des milliers.

Quelques occupant.es de la zad



ZAD will survive (extraits)

février 2018

Foncier droit devant nous

Bien que nous ne soyons pas habitués à vaincre, nous ne sommes pas pris de court par la victoire contre l'aéroport. Nous avons eu il y a des années déjà une intuition fondamentale : une victoire, cela se construit. Ainsi, bien qu'elle ait constitué une forme de rupture, ce qu'elle met en branle avait été réfléchi par le mouvement dès l'issue de l'opération César. Nous n'avons pas à inventer dans l'urgence ce que nous voulons arracher, le texte des « six points pour l'avenir

de la zad » l'avait énoncé dès 2015. C'était un glissement fondamental : d'une lutte contre un projet, nous passons lentement à une lutte pour pérenniser et amplifier ce que nous avons édifié sur ce territoire au travers du combat. Et depuis le 17 janvier, c'est l'horizon commun que nous partageons.

Pour y parvenir, nous pouvons désormais nous appuyer sur la légitimité que nous venons d'acquérir : il a été admis que nous avons raison. De nombreuses conséquences en découlent.

Par exemple, la défense inconditionnelle de l'amnistie pour tous les inculpés du mouvement anti-aéroport. Mais aussi et surtout un principe simple : celles et ceux qui ont permis que ce territoire ne soit pas détruit sont les plus à même de le prendre en charge.

La fin de la Déclaration d'Utilité Publique le 9 février bouleverse le statut des terres de la zad. Sur les 1650 hectares de l'emprise aéroportuaire, 450 sont cultivés de longue date par les paysannes et paysans résistants qui entendent bien retrouver leurs droits. 270 ont été arrachés à la gestion de la Chambre d'agriculture par le mouvement pour y mener des expériences agricoles collectives. Et 530 hectares de terres sont toujours redistribués temporairement aux agriculteurs qui ont signé un accord amiable avec Vinci. À ce titre, ceux-ci avaient touché des compensations financières et obtenu pour certains des parcelles en dehors de la zone. Pourtant, ils continuent à exploiter et à percevoir la PAC sur ces terres qu'ils ont cédées à Vinci, touchant ainsi le beurre et l'argent du beurre. Les plus avides pourraient dorénavant revendiquer la priorité sur de futurs baux et profiter des terres sauvées de haute lutte par le mouvement pour agrandir leur exploitation. Par ailleurs, les anciens propriétaires en lutte qui ont refusé tout accord avec Vinci pourront retrouver leurs biens expropriés et choisir de leur redonner un usage classique, ou plus collectif en les faisant entrer dans une entité foncière commune. La bataille pour les terres se place donc au cœur de la lutte pour les mois voire les années à venir.

Le défi qui se pose maintenant au mouvement de manière brûlante tient à la possibilité d'une gestion collective sur la surface la plus importante possible et de prévenir un risque d'éclatement. Car si la surface de la zad se trouvait par trop morcelée, la conséquence pourrait être la fin progressive de la force commune qui bouillonne ici, pour faire place à une somme éparpillée d'individus ou de groupes poursuivant chacun des objectifs propres. On imagine que les plus isolés pourraient être expulsés, et que d'autres seraient acculés à rentrer petit à petit dans les cadres économiques que la zad a si bien su faire exploser jusqu'ici. Une portion importante des terres pourrait repartir à

des formes d'agriculture productivistes et peu soucieuses de l'adéquation qui s'est trouvée ici entre les activités humaines et le soin du bocage. Et ce sont bien sûr les institutions agricoles classiques qui les reprendraient en main. C'est pourquoi dès ce printemps nous devons continuer à occuper de nouveaux terrains et à y installer des projets à même de rabattre la convoitise des « cumulards » et l'arrogance des gouvernants qui menacent d'expulser des lieux de vie dès le 1er avril.

C'est pourquoi nous avons également l'ambition de faire entrer les terres de la zad dans une entité issue du mouvement de lutte. La décision consistant à lui donner une forme légale est l'aboutissement de discussions entre les composantes et l'assemblée. C'était le choix que nous pouvions assumer tous ensemble, en conciliant les objectifs des uns et des autres, et donc en maintenant un rapport de force dans le futur. Cette entité viserait à englober le fourmillement de la zad pour en maintenir la richesse, véritable manteau sous lequel les marges d'invention et de liberté pourraient continuer à se développer. Elle ne serait qu'une forme, la plus cohérente possible bien sûr avec nos désirs. L'essentiel résidera encore et toujours dans la manière dont on habite à la fois cette forme et ce territoire.

Ce choix de se diriger vers une assise légale a été pour beaucoup ici contre-intuitif, remuant au plus profond les prérequis politiques d'une bonne partie des occupants. Il nous a obligés à nous demander sérieusement ce à quoi on tenait. À nous demander ce qui permettrait encore à l'avenir d'assurer la pérennité de toutes les activités et de tous les lieux de vie. Nous sommes certains que ces questions complexes ne se résolvent pas par des diatribes déifiantes sur la trahison supposée des uns ou des autres et par un fatalisme radical sur des lendemains aseptisés. Nous ne pouvons nous satisfaire des prophéties auto-réalisatrices qui prédisent que les expériences de commune libre finissent à tout coup écrasées ou réintégrées. Nous pensons au contraire qu'il s'agit, dans ce moment de basculement, de discerner ce qui permettra au mieux une fidélité aux promesses que l'on s'est faites pas à pas sur l'avenir. Le pari en cours est loin d'être encore gagné. Il nécessite



une confiance inouïe entre nous, entre les composantes, les personnes. Confiance dans nos buts, dans nos pratiques, et dans le respect que chacun leur porte. Une telle confiance est un fait rare de nos jours. Nous sommes bien conscients du fait que toute légalisation comprend bien évidemment des risques de normalisation. Mais ce que l'on envisage prend plutôt le chemin inverse : créer des précédents qui continuent à repousser le seuil de ce que les institutions peuvent accepter. En espérant que ces coins enfoncés dans la rigidité du droit français servent à bien d'autres que nous à l'avenir. C'est parce que nous croyons en cette hypothèse que nous avons décidé d'aller défendre notre vision de l'avenir de la zad face à l'État au sein d'une délégation commune regroupant toutes les composantes. Ceci plutôt que de laisser place à des tractations séparées qui pousseraient ceux qui s'y prêteraient à la

défense d'intérêts singuliers et donc parfois clivants. Cette délégation sera l'émanation des assemblées du mouvement, qui continueront, parallèlement, à mener les actions nécessaires pour arracher ce que les négociations n'assureraient pas.

Rendez-vous le 31 mars en cas de menaces d'expulsion et au printemps pour se projeter sur de nouvelles terres !

Des habitant.e.s des lieux suivants : le Moulin de Rohanne, la Rolandière, les 100 noms, la Hulotte, Saint-Jean du Tertre, les Fosses noires, la Baraka et Nantes réunis dans le CMDO (Conseil Pour le Maintien des Occupations)

Pour nous contacter : et-toc@riseup.net

Nous sommes seul-e-s légitimes à prendre en charge l'avenir de la ZAD

Communiqué commun du mouvement - 8 mars 2018

LE MOUVEMENT CONTRE L'AÉROPORT ET POUR UN AVENIR COMMUN DANS LE BOCAGE REVENDIQUE SA LÉGITIMITÉ À PRENDRE EN CHARGE LE TERRITOIRE DE LA ZAD

L'abandon du projet d'aéroport est l'aboutissement d'une longue lutte soutenue activement par des dizaines de milliers de personnes. Le mouvement contre l'aéroport et pour un avenir commun dans le bocage est seul en mesure aujourd'hui de mettre en œuvre un projet cohérent pour ce territoire articulant la pérennisation des habitats, l'impulsion d'une dynamique agricole inédite et le soin apporté aux questions environnementales. Lui seul peut, pour reprendre les mots de la mission de médiation, porter un « terrain d'expérimentation de pratiques » dans un projet « spécifique, à fort enjeu », avec « un caractère très novateur ».

Depuis plusieurs mois, « l'Assemblée des Usages » rassemble le mouvement autour de la question de la prise en charge du territoire par celles et ceux qui l'ont sauvé de la destruction programmée. Elle a mandaté une délégation commune pour porter ce projet auprès des institutions. Le 28 février cette délégation était reçue en préfecture. Mais loin de marquer l'ouverture d'une négociation apaisée avec l'État, ce rendez-vous semble plutôt le début d'un

long bras de fer sur l'avenir de la ZAD. La feuille de route ministérielle que la préfète est en charge d'appliquer est en effet loin de nos attentes :

- La menace d'une opération d'expulsion au terme de la trêve hivernale est fermement maintenue. Alors même que la plupart des lieux de la ZAD ne sont pas légalement expulsables, nous réaffirmons que toute tentative d'expulsion ferait l'objet d'une réaction forte et immédiate de l'ensemble du mouvement.

- Le gouvernement ne voudrait pas d'une « solution type Larzac » et s'opposerait à « tout transfert massif de terres » vers une entité commune du mouvement. En proposant la signature individuelle de Conventions d'Occupation Précaire, il y a clairement volonté de morceler l'usage du territoire et le mouvement. Nous maintenons que c'est bien le mouvement qui a légitimité à prendre en charge ces terres d'une manière commune et cohérente.

- La préfecture crée un comité de pilotage sur les seuls enjeux agricoles de la ZAD sous l'égide de la DDTM, regroupant des organisations officielles agricoles, les élus des territoires concernés et quelques associations triées sur le volet. Nous soutenons que l'avenir de ce territoire ne peut

être abordé que dans sa globalité, sûrement pas en sectorisant les enjeux. Et qu'on ne fera croire à personne que la chambre d'agriculture tiendra réellement compte des problématiques environnementales.

Nous réclamons donc l'ouverture rapide d'un vrai dialogue entre les représentants de l'État et notre délégation commune, pour lancer la mise en œuvre du projet, sur la base de nos propositions, seule façon de préparer un avenir serein sur le territoire de la ZAD. La première phase, qui suppose qu'il n'y ait pas d'expulsions, étant le gel de l'attribution conventionnelle de l'usage des terres pour 3 ans, et l'attribution du pilotage du territoire à l'entité représentative du mouvement. Pilotage que nous souhaitons en concertation avec l'ensemble des institutions concernées.

Les trente mille personnes présentes le 10 février dernier pour enracer l'avenir de la ZAD, ainsi que de nombreuses organisations nationales, ont clairement exprimé leur engagement à défendre cette vision. Nous continuerons à construire et à déployer de nouvelles installations agricoles et de nouvelles activités sur les terres de la ZAD.

L'Assemblée du 6 mars et la délégation commune constituée de membres de l'ADECA, l'ACIPA, COPAIN 44, la Coordination des opposants, le Cédpa, les Naturalistes en lutte et des habitant-e-s de la ZAD.

Source : zad.nadir.org

Défendre la ZAD dans toute sa diversité - Pour un avenir commun !

Alors que la date du 31 mars approche, date à partir de laquelle le gouvernement menace d'expulser les habitant.e.s qui refusent de légaliser des projets agricoles, plusieurs initiatives sont prévues ces jours et semaines à venir pour faire vivre la zone, et ce collectivement :)

- Dès maintenant «Appel à sur-occupation», on se retrouve tous les jours pour construire, échanger, surveiller les flics qui nous surveillent (chouette ambiance de désescalade...). On s'auto-organise sur le camp autogéré du Lama faché. Et on prépare un temps fort d'activités/ateliers/festivités sur fin mars-début avril.

- Du 24 mars au 8 avril, à l'Ambazada et à la Wardine «Une brigade de rencontres, solidarités et chantiers collectifs» sera organisée à partir du 24 mars sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, à l'appel de collectifs basques et bretons. Il s'agira notamment de continuer de construire l'Ambazada, la maison internationale des peuples et des luttes. Durant ce séjour, des réunions, conférences et fêtes seront aussi organisées autour des thématiques bretonne et

basque. Prévue initialement pour une semaine, cette brigade sera prolongée jusqu'au 8 avril, au vu des menaces d'évacuation de la ZAD

- Invitation sur la ZAD début avril - Ils ne nous découvriront pas d'un fil ! afin d'être nombreux.ses sur place et prêt.e.s à se mobiliser. Ce sera aussi l'occasion de prendre le temps de renouer des liens entre nous, avec les comités, avec d'autres luttes et de penser l'avenir. La logistique sera organisée chantier par chantier. Nos capacités d'accueil n'étant pas illimitées (sauf en cas d'expulsion où tout devient possible) on vous demande de prévenir de votre venue à cette adresse : [zadvril\(at\)riseup.net](mailto:zadvril(at)riseup.net)

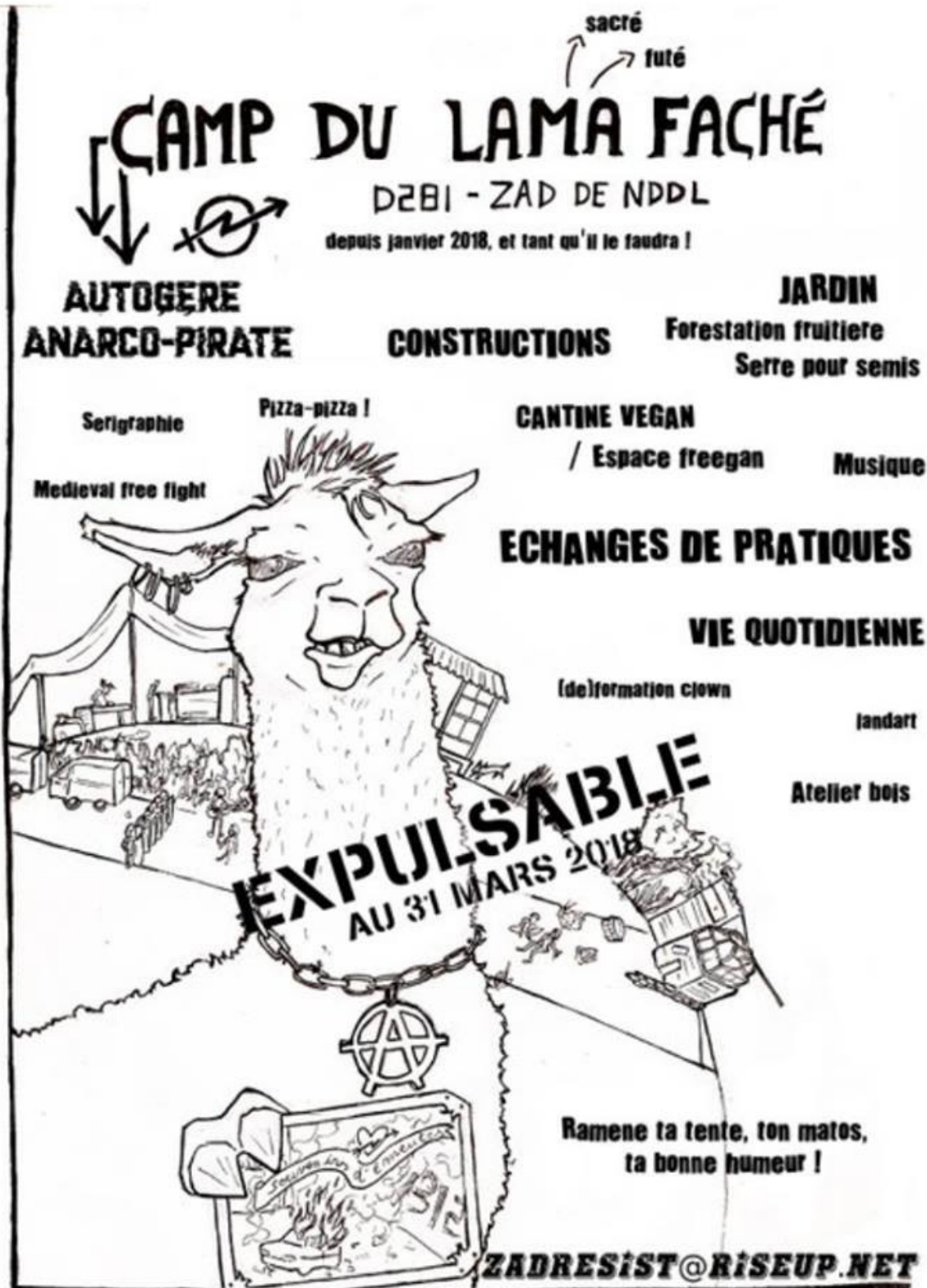
- En clôture de la semaine en avril -ils ne nous découvriront pas d'un fil, invitation à des rencontres intercomités les 7 et 8 avril prochains. Lors de la rapide dernière rencontre inter-comité du 11 février, beaucoup de points ont été soulevés. Nous vous proposons cette fois-ci tout un week-end pour continuer avec plus de temps à se questionner ensemble sur l'avenir.



- Dans le même sens un appel à prendre les rues le 31 mars contre toutes les expulsions, à Nantes et partout ailleurs. Une « assemblée du 31 mars » s'est constituée pour préparer cette manifestation. Elle rassemble des étudiant-e-s, syndicalistes, demandeur-se-s d'asile, des habitant-e-s de la ZAD, des précaires. Nous invitons à la rejoindre ainsi qu'à relayer cet appel.

- La formation «Prêt-e-s pour défendre la ZAD» a dû être reportée mais les consignes en cas d'intervention restent inchangées.

- Et rappel : Communiqué commun - Nous sommes seuls légitimes à prendre en charge l'avenir de la zad Les trente mille personnes présentes le 10 février dernier pour enraciner l'avenir de la ZAD, ainsi que de nombreuses organisations nationales, ont clairement exprimé leur engagement à défendre cette vision. Nous continuerons à construire et à déployer de nouvelles installations agricoles et de nouvelles activités sur les terres de la ZAD.



Conseils de lecture

Pour avoir une autre vision de ce qui se passe et se joue sur la ZAD, lire aussi la brochure

**« Le « mouvement » est mort Vive... la réforme !
Une critique de la « composition » et de ses élites »**

Ce texte a été écrit durant l'automne 2017 sur la zad de Notre Dame Des Landes. Depuis, la situation a été bouleversée par l'annonce le 17 janvier 2018 de l'abandon du projet d'aéroport par le gouvernement.

Il pourrait sembler obsolète de le publier après la « victoire ». Mais, malgré l'importance qu'a cette lutte pour moi, il se trouve que je n'ai pas fêté cette victoire. Je suis probablement trop méfiant et pointilleux sur les enjeux qui se cachent derrière.

Dans cette période difficile pour les luttes sociales, la lutte contre l'aéroport a pris l'allure d'un symbole face à l'offensive capitaliste, comme la lutte à ne pas perdre dans un océan de défaites. Alors, en tenter une approche critique, c'est sou-

vent se confronter à un réflexe de défense d'une vision idéalisée.

Eh bien, tant pis...

Ce texte s'adresse à qui veut questionner la « victoire », et aller fouiller un peu en profondeur dans ce qui se joue ici.

D'une part parce que la fin de la lutte contre l'aéroport laisse le « mouvement » orphelin, voire mort, et donc face à une situation nouvelle. Or même si elle est nouvelle, elle restera la suite de ces longues années de mélanges et de conflits entre différentes tendances politiques, avec leurs différents objectifs et moyens dans la lutte.

D'autre part parce que les derniers mois qui ont précédé cette « victoire historique » ont beaucoup à raconter pour contribuer à une culture de lutte en général. Et parce qu'on peut déjà imaginer le rayonnement glorieux et éternel que beaucoup vont donner à cette victoire.

Téléchargeable sur
zad.nadir.org et infokiosques.net



PARTIE 2 : REGARDS DEPUIS L'EXTERIEUR



LA CONQUÊTE, LA PRISE EN MAIN DE LA POPULATION DOIT DONC COMMENCER BIEN AVANT QUE NE COMMENCE TOUTE FORME D'ACTION MILITAIRE. *

LE QUADRILLAGE CONSISTE THÉORIQUEMENT À RÉPERTORIER L'ENSEMBLE DES HABITANTS, LEURS LIEUX DE VIE ET LEURS MOUVEMENTS POUR LES SURVEILLER À CHAQUE INSTANT ET POSITIONNER DES UNITÉS MILITAIRES DANS L'ESPACE AFIN DE COUPER LA POPULATION DES MAQUIS.



LA PACIFICATION EST BIEN PRÉFÉRABLE. LORSQUE L'ON PARVIENT, PAR UNE ACTION POLITICO-MILITAIRE HABILE, À DRESSER LES HABITANTS CONTRE LES REBELLES ET À OBTENIR QU'ILS SE DÉFENDENT EUX-MÊMES, PARFOIS QU'ILS LES ATTAQUENT : DANS CE CAS, EN EFFET, NOUS POUVONS RETIRER LA PLUS GRANDE PARTIE DE NOS EFFECTIFS POUR LES PORTER AILLEURS; ET NOUS SAVONS QUE MÊME SI LES REBELLES RÉUSSISSENT UN COUP DE MAIN, ILS NE PARVIENDRONT QU'À AUGMENTER LE RESSENTIMENT CONTRE EUX.



L'ARME PSYCHOLOGIQUE (...) PERMET DE MINER LA DÉTERMINATION DES ADVERSAIRES, DE SUSCITER DANS LEURS RANGS DES COMPLICES OU DES ALLIÉS, D'OBTENIR D'OPINIONS PUBLIQUES APEURÉES ET TROMPÉES LES ABANDONS SOUHAITÉS, DE REMPORTER ENFIN DE VÉRITABLES VICTOIRES SANS RECOURIR À LA VIOLENCE, OU EN LA LOCALISANT ET EN LA LIMITANT.



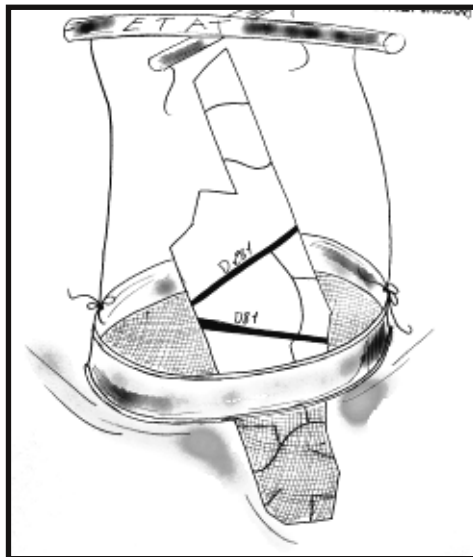
LA POPULATION EST UN MILIEU DE PROLIFÉRATION DE MENACES ET LA MISSION DE L'ÉTAT EST DE "PURGER" LA POPULATION DES SUBVERSIFS QUI S'Y CACHENT, D'ÉDUIQUER LES CITOYENS À RECONNAÎTRE LES "ÉLÉMENTS EXOGÈNES" ET PARMI EUX LES TRAITRES, PUIS DE LES INCITER À COOPÉRER À LEUR PROPRE "IMMUNISATION".

*Tous les textes sont tirés du livre de Mathieu Rigouste : L'ENNEMI INTÉRIEUR, LA GÉNÉALOGIE COLONIALE ET MILITAIRE DE L'ORDRE SÉCURITAIRE DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE (ED LA DÉCOUVERTE)



IL FAUT ÉLIMINER LES CADRES NON INFLUENÇABLES ET PORTER VERS LE POUVOIR DES ÉLITES TRIÉES SUR LE VOLET POUR PRÉPARER LES NÉGOCIATIONS DE CESSEZ-LE-FEU ET S'ASSURER LA MAÎTRISE DU NOUVEL ÉTAT SUPPOSÉ ÉMERGER DU CONFLIT.

LA FIGURE DE L'ENNEMI INTÉRIEUR INSTITUÉE PAR LA DGR* EST INDISSOCIABLE D'UNE CONCEPTION DE LA POPULATION COMME MILIEU VIVANT. UNE IMAGE CIRCULAIT À CE SUJET SELON LAQUELLE "LE GUERRILLERO EST DANS LA POPULATION COMME UN POISSON DANS L'EAU" LES THÉORICIENS DE LA DGR ONT PROPOSÉ TROIS MODES D'ACTION ÉTABLISSANT UNE GRADATION DANS LES TECHNIQUES DE CONTRÔLE TOTAL DE LA POPULATION EN LA DÉMEMBRANT SOCIALEMENT OU PHYSIQUEMENT :

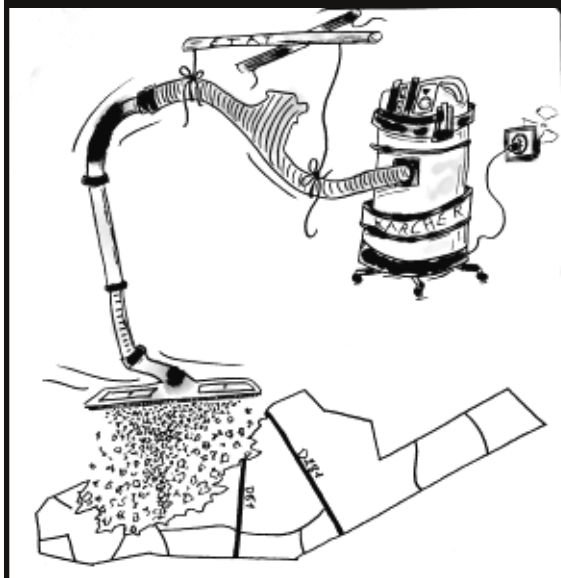


1. FILTRER L'EAU PAR LE QUADRILLAGE.



2. CONTAMINER L'EAU, PAR LA MISE EN PLACE CONTRÔLÉE DE NOUVELLES HIERARCHIES PARALLÈLES.

3. VIDER L'EAU, GRÂCE AUX TECHNIQUES DE DÉPLACEMENT, D'INTERNEMENT...



NOTE DES AUTEURICES :

BON, NOUS ON AVAIT ENVIE DE MONTRER TOUT ÇA MAIS AUCUN-E DE NOUS N'HABITE À LA ZAD. ON SE SENT LIÉ-E-S À CETTE ZONE PAR LES MULTIPLES ATTACHES À DES LIEUX, À DES GENTE-S QUE LES ANNÉES ONT CRÉÉES AU FIL DES PASSAGES. C'EST POUR ÇA QU'ON AVAIT ENVIE DE VOUS FAIRE PARTAGER NOS INQUIÉTUDES ET PLUTÔT QUE DE METTRE DE L'HUILE SUR LE FEU, ON AVAIT ENVIE DE VISIBILISER LA STRATÉGIE DE NOTRE ENNEMI COMMUN : L'ÉTAT. ON NA PAS LA SOLUTION MAIS ON ESPÈRE QUE ÇA VOUS AIDERA À Y VOIR UN PEU PLUS CLAIR, À PRENDRE DU RECU. EN TOUS CAS, ON RESTE PRÊT-E-S ET DÉTERMINÉ-E-S À VOUS SOUTENIR DE LOIN OU DE PRÈS.

*DGR : "DOCTRINE DE LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE" : ENSEMBLE THÉORIQUE ET PRATIQUE DÉVELOPPÉ PAR L'ARMÉE FRANÇAISE, VISANT À COMBATTRE LES SOULÈVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES.

À Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole

écrit par des membres du collectif contre les normes.

Agriculteurs et agricultrices, membres de comités de soutien à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes contre l'aéroport, depuis 2012, nous nous apprêtons à venir le 10 février au rassemblement à Notre-Dame-des-Landes pour fêter l'abandon du projet d'aéroport et pour continuer à maintenir ensemble le rapport de force nécessaire à la vie de la ZAD face à l'État et son administration.

Deux questions qu'on se pose dans nos fermes

Ces dernières semaines, depuis l'abandon du projet, collectivement nous lisons, regardons, écoutons des informations qui nous arrivent de la ZAD. Un aspect nous a marqué : on lit et entend, venant de différentes composantes du mouvement, que la ZAD va pouvoir devenir une zone de vie et agricole expérimentale selon les uns ou une zone agricole enfin normale selon les autres. Dans les deux cas, nous qui nous battons dans nos fermes pour nous opposer aux réglementations et normes créées par la cogestion agricole – administration/industrie/syndicats visant délibérément à l'élimination de l'activité agricole autonome et donc à notre élimination puisque nos vies y sont profondément liées – nous sommes choqués et nous nous interrogeons.

Pourquoi, dans le premier cas, ceux et celles qui portent les activités agricoles de la ZAD, quelles qu'elles soient (historiques ou plus récentes) et ceux et celles qui vivent à la ZAD ne poursuivent-ils pas, avec le mouvement d'opposition entre autre à l'aéroport, la lutte contre la normalisation industrielle agricole ? Cette lutte s'étend actuellement dans les campagnes. Pourquoi devraient-ils s'en extraire en s'intégrant à une bulle expérimentale, environnementale et sociale prochainement cogérée avec l'administration ? La cogestion que nous connaissons depuis longtemps dans le milieu agricole conduit, et c'est son but, à discréditer et à faire apparaître comme inutile ou dangereux ceux qui luttent. Elle cherche à étouffer les conflits et à affaiblir, entre autre à NDDL, le mouvement social exis-

tant qui maintient jusque-là avec succès un rapport de force avec l'État.

Pourquoi dans la deuxième hypothèse retrouver la normalité agricole, que nous connaissons bien pour la subir au quotidien ? Alors même que nous constatons que nos activités sont en train de perdre tout leur sens, tous leurs bras et toutes leurs capacités à nous permettre de vivre quelque part en s'éloignant de l'industrie. Et cela sous l'accélération depuis 20 ans de l'emprise du contrôle normatif et réglementaire agricole. D'autant que nous constatons dans les discussions que nous organisons qu'elle se généralise et a le même effet dans toutes les activités primaires. Qui peut penser que l'activité agricole de nos jours – habillée des fameux slogans et clichés sur «les terres nourricières», «la beauté du métier», «la qualité des terroirs français», «les petites fermes plutôt que les grosses», «la vente directe règle tous les problèmes», «l'agriculture française bien plus sûre», «les cultures ou élevages vivriers, chacun pour soi, c'est la joie» ou «l'agriculture qui innove et s'adapte aux changements du monde et en sera l'avenir» – serait en soi, un projet politique émancipateur ? Puisque la réalité du rapport réglementaire et industriel imposée à toutes les fermes, des plus grosses aux plus petites, mêmes vivrières, avec ou sans subventions, nous fait ressentir dans nos chairs que ce n'est que de la propagande commerciale ou militante pour rassurer les bénévoles, les consommateurs urbains ignorants ou les ruraux au mode de vie hors sol et améliorer la balance commerciale des États et d'une partie des producteurs, gros ou petits, qui acceptent de laisser leurs voisins disparaître.

Ce que nous refusons de donner aux capitalistes et à l'État

Vous avez, avec l'aide de nos comités de soutien régulièrement présents à la ZAD, réussi à créer un rapport de force qui a permis de maintenir, de créer ou de recréer l'envie de la vie agricole hors des réglementations, des normes, des

contrôles pour pouvoir commencer à en vivre en commun quelque part en comprenant cet endroit. Cela a été possible parce que vous n'étiez pas seuls et surtout en lutte. La vie agricole commune, pour exister tout au long de l'histoire, n'a été possible que par une lutte perpétuelle, c'est une de ses conditions.

Nous vivons actuellement dans les campagnes, dans les fermes, des situations catastrophiques. Harcèlement réglementaire, normatif et judiciaire, contrôles administratifs avec des gendarmes à répétition, saisies de troupeaux, interdictions de vente sur les marchés pour non-respect des normes administratives, sanctions pour refus de contrôle, internements forcés dans le cadre des «protocoles suicide»... Du coup plus de 10 000 fermes disparaissent chaque année laissant derrière elles des ruines, des vies de salariés ou des morts et bien sur des sociétés agricoles qui s'agrandissent en employant des opérateurs. Les suicides se multiplient ces deux dernières années, étouffés par les médias et l'administration. Plus de 1 000 par an (3 fois plus que dans toutes les autres catégories professionnelles). Parce qu'on ne se détache pas, on ne se reconvertit pas, d'une vie agricole. Ce n'est pas un emploi. C'est une vie. Et c'est celle-là que nous refusons de donner aux capitalistes et à l'Etat.

Les États alliés de l'industrie achèvent d'éliminer les dernières résistances, parcelles de vies paysannes, pour achever leur travail de concentration productive capitaliste. Ils s'y prennent, depuis 20 ans grâce aux conseils de l'OMC, de manière habile et efficace. Et cela sous couvert de normes sanitaires et environnementales trompeuses, de réglementations soit disant protectrices des populations et de la planète qui sont le miroir aux alouettes d'une prétendue qualité des aliments. Ce qui permet de passer sous silence l'industrialisation forcée à laquelle elles participent activement. Allez voir le merveilleux modèle allemand d'agriculture écologique où plus un animal ne vit dehors, où s'alignent des kilomètres de bâtiments agricoles gérés par des technologies écolo et où travaillent quelques opérateurs. En France, depuis 60 ans, dans les campagnes, l'élimination de 90 % des agriculteurs a été planifiée et co-gérée par l'État/l'industrie/les syndicats.

Ne croyez pas que cette pression administrative et industrielle n'atteint que les systèmes agricoles enchaînés aux banques et aux coopératives. Toutes les fermes la subissent et en meurent ou s'y plient, subvention à la clef ou pas. Des secteurs commerciaux pour petites fermes avec un rapport industriel au vivant se multiplient.

Jérôme Laronze, éleveur en Saône-et-Loire, qui s'opposait à ces réglementations les dénonçait ainsi : «l'hyper-administration n'apporte rien aux agriculteurs sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra réglementation qui conduit à une destruction des paysans.» ; «Les syndicats soutiennent la paysannerie comme la corde soutient le pendu.» Il est mort le 20 mai 2017 sous les balles des gendarmes.

C'est le même combat, la suite indissociable de la lutte contre l'aéroport

L'isolement des fermes et la cogestion syndicats/État du monde agricole ont, depuis 50 ans, étouffé les luttes agricoles opposées à cette élimination des vies qui étaient auparavant hors des filières économiques dans la plupart des campagnes. À Notre-Dame-des-Landes, vous n'étiez pas isolés jusque-là parce que vous étiez en lutte. Ce qui est la seule possibilité de faire exister des communautés dans notre époque. Vous avez jusque-là refusé la cogestion avec l'État, malgré vos divergences, face à la nécessité d'enrayer leur démocratie industrielle. Vous avez engagé le conflit. Ne le lâchons pas. La nécessité reste la même pour enrayer la normalisation agricole. C'est le même combat, la suite indissociable de la lutte contre l'aéroport.

Ne nous laissez pas, nous, agriculteurs et agricultrices d'autres campagnes, seul-es à continuer cette lutte. Nous avons besoin de vous comme vous de nous pour amplifier le rapport de force. Ce pour quoi on se bat dans nos fermes, vous avez commencé à le gagner à la ZAD. Ne l'abandonnons pas. Ne prenons pas le risque de le perdre, de perdre la vigueur, l'expérience, les pratiques du mouvement existant. Ce serait aussi nous appuyer sur la tête dans nos luttes agricoles plus isolées.



Primes agricoles ou pas, vous serez soumis aux contrôles administratifs qui tentent d'entraîner nos activités vers un rapport industriel ou vers l'interdiction. Dans quelques temps, si ils sentent que la négociation est possible, ils vous demanderont que vos activités soient déclarées ; les animaux enregistrés et munis de leurs papiers d'identité, bouclés et vaccinés et pas mélangés avec d'autres troupeaux ; leurs naissances, déplacements ou mort devront être déclarés dans les 7 jours ; vos cultures seront répertoriées ; vos revenus ou déficits contrôlés ; les semences certifiées ; les haies, arbres isolés ou ruisseaux photographiés et mesurés ; vos étables, fromageries, tueries, conserveries, cuisines, véhicules devront être agréés ; vos fromages, légumes ou viandes analysés, tracés, étiquetés ; vos énervements verbaux, révoltes, signalés, évalués puis internés.

Petit à petit le temps, le regard, les liens aux animaux, aux plantes, aux proches, aux voisins avec lesquels vous vivez tous les jours deviendront, sous la constante pression, doucement et nécessairement comptables, gérés, frustrants et salissant, culpabilisant comme dans beaucoup d'autres aspects de la vie industrielle. Vous découvrirez, ou vous le savez déjà, que vous vouliez ou pas vous plier à toutes ces normes, que la vie agricole est depuis 60 ans parmi les plus administrées, orientées, contrôlées et réprimées qu'il soit. Une vie tout autant contrainte, harcelée et dirigée qu'elle l'est dans les banlieues des grandes villes. Au fond des pâtures et de la forêt, l'État a pris place.

La loi voudra toujours s'imposer, vie expérimentale ou pas

Ne laissons pas l'État et leurs représentants détruire, contrôler ou agréer vos cabanes, maisons, granges, étables, cuisines... les évaluer, les trier entre celles qui sont intégrables ou pas, bénéficiant d'une dérogation, expérimentale ou inacceptable, leur donner des statuts entre propriétés, locations, squats ou permettant une installation agricole, outils pédagogiques pour les stagiaires, touristes, utiles pour les chercheurs mais aussi tenter de définir les zones possibles ou non de leurs implantations (dans une démarche de concertation et de partenariat avec les représentants de la zone afin d'établir un schéma environnementale de protection et de développement durable du territoire évidemment), tenter de normaliser ou de folkloriser leurs architectures,

dessiner des micro-frontières, micro statuts entre les habitants. L'État n'est pas légitime pour s'imposer comme intermédiaire dans les choix et relations de vie commune, voisinage, habitats ou activités, il en est le plus grand destructeur. Nous vivons trop souvent ces tensions où les conflits sont réglés par les lois et l'argent plutôt qu'entre les personnes concernées pour savoir que ces règlements, normes exacerbent les conflits le plus souvent en créant des morales, rôles, médiations et représentations qui nous empêchent de nous comprendre et de créer société. Nous sommes la société, l'État en est le parasite. En tant qu'agriculteurs et agricultrices nous savons cela qui est marqué dans nos chairs et dans l'histoire de nos familles et de nos proches.

Ce n'est pas le danger d'expulsion mené par les gardes mobiles venus de l'extérieur, face auquel on peut tenter de résister collectivement, qui vous menacera. Mais la pression des voisins qui s'inquiètent pour leur tranquillité, leurs affaires ou leur légitimité vis-à-vis de l'administration. Ce seront eux, parfois anciens compagnons ou compagnes de lutte qui vous menaceront à cause de votre proximité ou de vos choix illégaux. Ce sera moins spectaculaire qu'une tentative d'expulsion. Le petit courrier arrivera poliment à votre nom avec les injonctions de mise aux normes, puis les sanctions tomberont individuellement dans la discrétion administrative. Les possibilités de réactions collectives seront limitées par la peur des autres, désormais pris et dépendant-es des mêmes mailles réglementaires que vous. Ils vous conseilleront d'abord avec attention. Vous proposeront de vous aider à vous mettre aux normes. Puis ils vous isoleront ou vous dénonceront pour ne pas créer de soucis à toute la zone et à la structure juridique qui la gère. Zone expérimentale ou pas, la loi veut s'imposer en force ou insidieusement. Toujours...

Ces situations dont nous recevons les récits ou face auxquelles nous tentons de nous opposer, arrivent tous les jours à des dizaines de fermes qui se croyaient hors d'atteinte ou bien cachées.

Il n'y a que des territoires qui se maintiennent en lutte ou des réseaux qui se soutiennent qui peuvent créer le courage, les moyens matériels et le rapport de force pour s'opposer massivement et durablement à cette élimination de la vie agricole autonome.

Nous nous battons individuellement par endroits, collectivement ailleurs, en réseau partout, en tous les cas là où nous habitons, là où nous avons construit des attachements nécessaires à la vie agricole qui tente de s'écarter du rapport industriel. Nous vous appelons à continuer ou à nous rejoindre dans cette lutte, dans ce rapport de force que nous construisons pour vous commencer à sortir de la normalisation, individuellement ou collectivement ou avant qu'elle vous convainque, vous attire, vous rassure ou vous contraigne... puis vous écrase. Il n'y a rien à gagner dans nos vies, activités et luttes, surtout à court terme à la ZAD, à répondre à leur chantage, qui n'est qu'un leurre. Il n'y a pas de place au bout pour des activités libres. Individuellement nous sommes souvent contraints à ce chantage et aux contorsions, collectivement il y a beaucoup plus à tenter, affirmer et à défendre.



C'est maintenant que le mouvement qui s'est opposé à l'aéroport peut affirmer qu'il portait aussi cette lutte pour des vies agricoles non administrées, non contrôlées, s'éloignant de l'industrie. Si ce mouvement est cohérent et s'il ne se berce pas d'illusions du type agriculture «alternative», «4.0», «innovante», «responsable», «raisonnée», «durable», «bio» source de vie... pour le renouvellement industriel (50 % du marché bio appartient déjà aux groupes industriels depuis quelques mois), alors il doit s'emparer de la nécessité de faire vivre des vies et des activités primaires autonomes hors des normes en les revendiquant et en nous organisant pour les rendre inarrachables de la ZAD. Des activités qui nous permettent de vivre en commun et de combattre le capitalisme. Ou bien alors ce mouvement fracturé va-t-il pré-

férer par facilité ou naïveté, se contenter, se plier doucement face à la pacification étatique ou céder aux calculs de ceux et celles qui voudraient s'approprier l'avenir de la zone ou s'attrister de ceux et celles qui se comportent en victimes sans s'être préparés à la confrontation suivante, conduisant cette lutte à avoir engendré une zone expérimentale pour le capitalisme agricole de demain ? S'il faut négocier à un moment cela ne peut être sans un rapport de force préalablement préparé, partagé avec le mouvement large qui a permis de gagner les premières batailles.

Ne pas lâcher ce qui est gagné, accentuer le rapport de force

Nous appelons les comités de soutien à ne pas se laisser endormir par cette victoire, réelle et dont il nous faut nous nourrir, mais qu'on nous brandit sous condition de normalisation expérimentale afin d'étouffer notre lutte en chemin. Celle-ci doit continuer à s'ancrer en accentuant, avec le plus grand nombre, la lutte là où elle a gagné une belle bataille et ne pas immédiatement chercher à négocier la place de certain-es ou à rechercher une autre zone de lutte, au risque majeur de devenir perpétuellement soit administré soit hors-sol.

Nous faisons la proposition aux comités de soutien et à tous et toutes les habitant-es de la ZAD de maintenir le rapport de force avec l'État et les organismes qui préparent l'avenir de la ZAD contre le mouvement en lutte, en manifestant leur colère : devant, dans, autour des Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (sic) («DDCSPP») représentant du ministère de l'Agriculture qui tentent de nous broyer et de normaliser à la ZAD comme dans nos fermes ; devant, dans, autour des Mutualités sociale agricole («MSA») qui organisent le traitement social de cette normalisation/élimination agricole ; devant, dans, autour des chambres d'agriculture qui sont les courroies de transmission dans les fermes de ces politiques et qui veulent dépecer et se nourrir de la ZAD, cracher sur notre mouvement.

Ils ont tué Jérôme Laronze, le 20 mai 2017.



L'ÉTAT ELIMINE LES AGRICULTEURS ! REFUSONS LES NORMES ! EVITONS LES BALLES !

Ils ont tué Laronze

Jérôme Laronze, éleveur en Saône-et-Loire, a été tué le 20 mai 2017 par des gendarmes. Son nom vient s'ajouter à la longue liste des victimes des forces de l'ordre. Sa mort nous rappelle que les violences institutionnelles n'épargnent personne, pas même les agriculteurs.

Jérôme était harcelé depuis des années par l'administration agricole : contrôles à répétition, pénalités, menace de saisie du troupeau... Cette répression visait à le « mettre aux normes », lui qui refusait de répondre aux injonctions de traçabilité (bouclage des animaux, bordereau de circulation, prophylaxie, etc.). La pression croissante a franchi un seuil en 2016, lorsque les services vétérinaires ont fait appel aux gendarmes, pour effectuer leurs contrôles coûte que coûte.

Lors de leur dernière visite, pas moins de deux contrôleurs et quatre militaires en armes se sont présentés à la ferme par surprise. Pris au dépourvu, Jérôme a décidé de partir en cavale pour dénoncer les agissements de l'administration. Dans le Journal de Saône-et-Loire, il développait sa vision parfaitement claire de la situation : « L'hyper administration n'apporte rien aux agriculteurs, sinon de l'humiliation et des brimades. Cela ne rapporte qu'aux marchands et aux intermédiaires. Mon cas est anecdotique, mais il illustre l'ultra-réglementation qui conduit à une destruction des paysans. »

Malheureusement, son échappée médiatique et politique s'est achevée sous les balles des gendarmes dix jours plus tard. Quand bon nombre de cultivateurs et d'éleveurs dépriment, abandonnent ou se suicident, Jérôme, lui, s'est opposé au système normatif et il a été abattu.

Alors que les services de l'État tentent de le discréditer pour excuser ses gendarmes, nous devons reconnaître à Jérôme sa lucidité et son courage dans ce combat qui touche tous les travailleurs de la terre. Le meurtre dont il est la victime rend la destruction des paysans plus visible que jamais.

L'État au service du Capital

L'ultra-réglementation dont il est question s'appuie sur des normes sanitaires et environnementales dont le nombre a explosé depuis vingt ans. Elles prétendent répondre aux problèmes actuels que sont la santé publique et la protection de l'environnement. Mais ces promesses toujours déçues, masquent l'objectif réel. La gestion par les normes ne sert qu'à écrémer la population agricole pour concentrer la production et les profits.

Si la dégradation de notre environnement et de notre santé est incontestable, les normes n'ont démontré ni leur nécessité, ni leur efficacité : aucune étude ne démontre le risque supposé des pratiques paysannes ; aucun protocole industriel n'a empêché la vache folle, les algues vertes ou les lasagnes de cheval. Bien au contraire, l'industrialisation de l'agriculture s'est accompagnée de l'usage massif de produits toxiques pour la nature en général et pour les humains en particulier. La dégradation de nos conditions de vie est intimement liée au développement du modèle productiviste.

Pourtant ces normes, soigneusement agencées par les lobbys industriels, sont imposées à tous sous la forme de règlements. Le système normatif fait disparaître la singularité de chaque ferme et l'expérience du producteur au profit de procédures standardisées. Il nous réduit à de simples exécutants, dépossédés de nos savoir-faire, de nos cultures et de nos outils de travail. Il nous asphyxie financièrement et administrativement. Il dénature le sens de notre métier. Il nous transforme en travailleurs prolétariés et nous pousse à quitter nos fermes. Il répond ainsi aux besoins de l'industrie : libérer du foncier d'un côté et de la main d'oeuvre précarisée de l'autre.

Les politiques, conseillés par les mêmes lobbys, ont mis en place des mesures financières pour accompagner les réglementations sanitaires et environnementales. Mais ces subventions et autres avantages fiscaux sont rarement accessibles aux fermes modestes car les investisse-



ments requis restent hors de portée. Seules les grosses exploitations peuvent y prétendre, et elles en profitent également pour accroître leurs énormes bénéfices en diversifiant leurs revenus (solaire, éolien, méthanisation...).

Ainsi, la gestion par les normes est devenue le principal levier des politiques agricoles pour éradiquer les petites et moyennes fermes, au profit de grandes exploitations et des fermes-usines. En dépit de tout résultat probant sur la santé et l'environnement, la combinaison des réglementations et des aides publiques donne à l'industrie les conditions et les moyens de sa prospérité. Jérôme l'avait bien compris. Il s'y est opposé et il en est mort.

Luttons ensemble pour exister

Il est temps de mettre fin à cette politique mortifère. Beaucoup d'entre nous refusent de se soumettre aux injonctions de l'État. Autant d'actes de résistance nécessaires, mais difficiles à assumer seul, face à une administration répressive et une justice de classe. Le meurtre de Jérôme sonne comme un avertissement : isolés, nous disparaîtrons tôt ou tard, sous les normes ou sous les balles. Seul un mouvement collectif permettra d'enrayer la machine qui nous broie.

Le syndicalisme a montré ses limites. Empêtré dans la cogestion, il ne peut plus être une force d'opposition. Sortons de l'hypocrisie. Il n'y a rien à négocier avec l'État français et son avatar européen qui concentrent les productions et organisent les rentes de situation pour les empires agroalimentaires. Il faut les empêcher de nuire par la désobéissance collective et l'action directe.

À l'instar de la lutte contre le puçage des brebis, il nous faut rétablir un rapport de force avec l'administration en organisant une présence collective sur les fermes lors des contrôles. Cette présence a le mérite de rompre avec l'humiliation, le sentiment d'impuissance et d'isolement. Mais compte tenu de la situation, nous devons aller plus loin. Il nous faut désormais refuser les contrôles collectivement et s'assurer qu'aucune sanction n'en résulte.

Refusons le système normatif qui tente de nous éliminer !

Pour rejoindre le mouvement, participer aux rassemblements et organiser la lutte, contactez nous à l'adresse suivante :
hors.norme [at] riseup.net



RADIS TO FIGHT LES NORMES ?



ROYBON (38) - MAQUIZAD
sam 21 et dim 22 AVRIL 2018

RENCONTRES du réseau Reclaim The Fields (sud-est)
autour des normes dans l'agriculture et la forêt

Discussions et rencontre avec des membres du collectif Hors Normes

Samedi soir : Pizzas et Concerts

Arrivée possible dès le vendredi

Dodo : Dortoirs et camping sur place

Bouffe : Ramène de quoi garnir pain et pizza

Inscriptions : pad.riseup.net/p/inscriptions-covoiturage-radistofightlesnormes2018

infos : danslasciure@riseup.net

UNE FERME LIBEREE SUR LE PLATEAU DE MILLEVACHES

En août 2016, un jeune paysan contacte la mairie de La Villedieu (en Creuse) pour une installation avec un projet paysan et culturel.

La commune identifie une ferme inoccupée, avec 6 ha de terrain boisé récemment coupé, cette parcelle incluant le bâti est propriété de la SCI de CNP assurance (filiale de la Caisse des dépôts) et gérée par la Société Forestière (encore une filiale de la Caisse des dépôts).

À partir de septembre, la commune entame les démarches pour rendre leur usage agricole à ces terres. L'enjeu est important : la population de La Villedieu, divisée par trois depuis 1954, ne compte plus que deux familles d'agriculteurs ! En 1850, la commune comptait moins de 1% de forêt. Elle est aujourd'hui boisée à 60%, pour l'essentiel de monoculture de résineux, gérée de loin par des propriétaires n'habitant pas sur place.

En janvier, la Société Forestière estime le bien, à un prix trois fois supérieur à la valeur agricole des terres. Après de nombreux courriers et échanges avec la caisse des dépôts ou la Société Forestière, la parcelle est replantée en mars sans tenir compte des négociations en cours.

Après deux mois d'attente et une nouvelle pression de la Mairie, la CNP daigne enfin répondre, c'est non, aucune explication c'est juste un non.

Ce non est une fois de plus l'image de la gestion grossière d'un espace par des structures déconnectées du territoire et de l'humain. La CNP est le premier propriétaire forestier privé, français, avec 49 000 hectares de forêt, dont 3000 sur le Plateau de Millevaches, presque exclusivement gérés sous le mode de la culture industrielle de douglas et de la coupe rase.

Ce non, c'est le choix de continuer de faire mourir ces terres, c'est la vision purement économique d'un territoire sans penser qu'il puisse s'y développer autre chose que des sapins.

Ce non, c'est le dédain pour une commune

et une personne en projet d'installation, c'est un an de démarche pour que la CNP, sans qu'il n'y ait jamais eu un interlocuteur direct, prenne le temps de considérer la demande pour dire non.

Suite à cette réponse, un comité de soutien s'est monté.

Après une médiatisation de cette histoire et plusieurs articles dans les médias locaux, plutôt favorable à l'installation d'un paysan sur cette commune de 50 habitants, une réunion d'information et une balade sur la ferme sont organisées début janvier 2018.

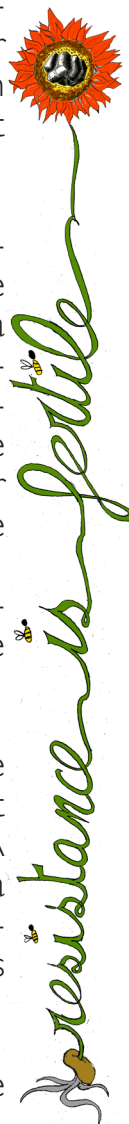
Une soixantaine de personnes se sont retrouvées pour une petite balade du bourg de la Villedieu jusqu'à la ferme appartenant à la CNP. Des habitant-es de la commune (la moitié !), des voisin-es, des paysan-es ont partagé-es des anecdotes sur cette ferme, encore cultivée dans les années 50, des discussions sur le projet paysan et des idées pour poursuivre cette lutte !

Une belle mobilisation pour une simple réunion d'information qui présage du monde pour les actions à venir...

La CNP assurance a réagi en demandant de stopper toute médiatisation de l'affaire, et proposant de reprendre les négociations. À ce jour, elle a cédé et a accepté de vendre la ferme et les terrains, néanmoins en augmentant le prix, car depuis un an, les sapins plantés ont poussés !

Une chose est sûre, cette ferme sera libérée prochainement et du sarrasin va être planté au mois de mai... en plus de l'installation paysanne, une asso culturelle, active depuis de nombreuses années sur le Plateau, devrait occuper les bâtiments.

Pour plus d'infos : **chermes.noblogs.org** (site qui va continuer à exister pour lutter contre la culture intensive de résineux, véritable fléau industriel sur le Plateau de Millevaches)



BIBLIOTHEQUE DE LA TERRE AUX PAVES

La **Bibliothèque de la Terre aux Pavés** (sur la paysannerie et la ruralité, ses luttes, son histoire, ses savoirs faire, ses ouvertures...) lance ses permanences mensuelles au Local, lieu collectif, **rue Sébastien Velly à Douarnenez !!!!**

Elles auront lieu tous les **premiers mercredi de chaque mois de 19h30 à 21h30.**

Il y sera possible de consulter, emprunter et discuter autour des documents de la bibliothèque.

A l'occasion, des événements s'y passeront (prenez ça comme une invitation à propositions...)

La bibliothèque est également ouverte **sur rendez vous au lieu dit Guerlach hir - Le Juch .**

contact: delaterreauxpaves.dz@gmail.com

L'ASSO LA NACEE ENTRE LA DROLE ET LA MISERE

Ola !

Entre la drôle et la misère, enfin plutôt entre la Drôme et l'Isère, un petit collectif (plutôt maraicher pour le moment) se teste sur un terrain mis à disposition pour la saison 2018, afin de voir ce que ça pourrait donner de s'installer ensemble. Cette année nous permet d'expérimenter des choses en maraîchage (traction animal et maraîchage sur sol vivant sont nos tendances techniques !) et d'expérimenter surtout notre fonctionnement collectif afin de voir si on se sent de monter une ferme ensemble après cette phase. On est ouvert-e-s à des visites, surtout si vous avez une âme d'éleveuse, parce qu'on a envie que le maraîchage, à terme, cohabite avec d'autres activités, notamment d'élevage, mais pas que...aussi sociale, artisanale, artistique, politique ! Ça dépendra aussi du lieu qu'on trouve si après cette saison de test on est toujours soudé-e-s !
À bientôt entre les noyers !

Contact : lassolanacee@ouvaton.org

Maison : Triors (26) 10 km de Romans

Terrain : Saint Lattier (38) 20 km de Romans.

WHAT'S UP A BANDE ET AU SREUBISTAN ?

«La ferme de Bande en Chartreuse continue son histoire folle de montagne paysanne. Elle a été reprise par cinq personnes ce printemps. Toujours une activité agricole, de l'accueil et p't'être même des méga-boom.

Le collectif du sreubistan continue sa route vers l'Ariège. En recherche d'un lieu pour une aventure de ferme, école, centre social, coopérative, salle de concert et piste de ski nautique. Toujours là. Prêt à foutre le feu.»

QUE DIRIEZ VOUS D'UNE PETITE BALADE ?

Laisser libre cours tout en libérant l'expression de ce que pourrait être, des raisons d'être communes, aboutissant sur un vieux rêve, celui d'une enclave paysanne libertaire, pourquoi pas en Ariège ?

Dans cet endroit, ce lieu, ce recoin magique, invisible et accessible, on y rencontrerait

de la reproduction de multiples végétaux, d'une manière qui ne serait pas l'agriculture capitaliste ou l'agro-productivisme, mais plutôt le vivrier simple touchant au maximum d'aspects de l'autonomie alimentaire

des cabanes d'habitats groupés, auto-construites avec des matériaux qui nous entourent, sans permis mais sans soucis, avec un hangar agricole rasta tordu permettant l'organisation de l'aspect matériel de la vie paysanne

une pépinière de 800 m carrés avec un piscine entourée d'agrumes, pour permettre des ateliers d'aquaponie, avec par terre de curcuma et de gingembre, expérimentations de multiplications de plantes vivaces en tout genre, des arches d'haricots et cucurbitaceae sur les structure, l'utilisation au maximum d'un micro-climat de récup'

Avec l'envie de stimuler-gratouiller des moments d'échanges mutuels et pédagogiques, des jeux autour de l'auto-organisation populaire, dans le centre social autogérée de la Commune, lieu fédératrice reliant tous les autres réalisations des différents groupes du sreubistan : école libre et indépendante pour enfants, café associatif, espaces socio-culturels et jean passe...

Le rêve le plus fou d'une coopérative locale regroupant tout les produits des autres fermes paysannes (et non exploitantes du vivant), permise par permanence bénévole des différentes étoiles humaines composant le réseau local, construite sur le terrain ou bien dans le centre social autogéré de la Commune, ou bien ? ...

(Stop for a scriptum : La commune du "Sreubistan" en gros, c'est l'hypothèse qu'on arrive tous à créer une multitude de lieux tellement proche que ça serait dans le même village (oui bon, ça restera différent de l'amassada). Et puis qu'on fasse vraiment commune entre chaque composante

L'envie que cette initiative soit encrée sur une terre collectivisée, ou il n'y a pas de dictat de quelconque propriétaire, ou la liberté d'exprimer l'aspect hors norme de la vie de tous. ceux qui y habitent se sentent comme l'odeur de la menthe des champs en courant dedans

Que le fruit des efforts mutuels des composantes animales, végétales, champignonnesque, ne soient pas savourés dans l'individualité, mais soient partagés avec toute autre personne, mouvement, lutte paysanne environnante, permettant l'émancipation collective dans ses besoins les plus primitifs ;

Que cet endroit puisse permettre de reposer les corps en lutte (physique, morale, politique, migratoire, ...), les humains fatigués. Es de se battre pour un monde sensé juste et en symbiose, des agitations brûlées vers des agitations mûrement réfléchies ;

de vivre simplement un rêve au quotidien, de sentir la vie dans nos cellules, de sentir qu'ensemble on va plus loin, de sentir l'influence de tous ce qui nous entoure, et qui conspire pour nous permettre de cesser d'être à genoux.

Demain est mort, Vive demain !

sreubistan@riseup.net



